

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Parcours vers la prospérité pour les adolescentes en Afrique

Kehinde Ajayi et Estelle Koussoubé, éditrices



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Résumé analytique

Parcours vers la prospérité pour les adolescentes en Afrique



Reproducible Research Repository

**Un package de reproductibilité est disponible pour ce livre dans le
Reproducible Research Repository à l'adresse
<https://reproducibility.worldbank.org/index.php/catalog/215>.**

Résumé analytique

Parcours vers la prospérité pour les adolescentes en Afrique

**Kehinde Ajayi et
Estelle Koussoubé, éditrices**



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

La présente brochure contient le résumé analytique du rapport intitulé *Pathways to Prosperity for Adolescent Girls in Africa*, doi: 10.1596/978-1-4648-2061-8. La version intégrale du rapport définitif, une fois publié, sera affichée en format PDF sur le site <https://openknowledge.worldbank.org/> et <http://documents.worldbank.org/>. Des exemplaires du rapport peuvent également être commandés à l'adresse <https://amazon.com>. Pour toute citation, reproduction et adaptation, veuillez utiliser la version définitive du rapport.

© 2024 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale

1818 H Street NW, Washington, DC 20433

Téléphone : 202-473-1000 ; Internet : www.worldbank.org

Certains droits réservés

La publication originale de cet ouvrage est en anglais sous le titre *Pathways to Prosperity for Adolescent Girls in Africa* en 2024. En cas de contradictions, la langue originelle prévaut.

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent. La Banque mondiale ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni l'actualité des données citées dans cet ouvrage. Elle n'est pas responsable des erreurs, omissions, ou contradictions dans les informations qui y sont fournies, ni de l'utilisation qui serait faite ou non des informations, méthodes, procédés ou conclusions présentés dans l'ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations, les liens/notes de bas de page et toute autre information figurant dans le présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières. La citation d'ouvrages d'autres auteurs ne signifie pas que la Banque mondiale approuve les points de vue de ces auteurs ou le contenu de leurs ouvrages.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations



L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO (CC BY 3.0 IGO) <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo/>. Conformément aux termes de la licence Creative Commons Attribution (paternité), il est possible de copier, distribuer, transmettre et adapter le contenu de l'ouvrage, notamment à des fins commerciales, sous réserve du respect des conditions suivantes :

Mention de la source — L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : Ajayi, Kehinde et Estelle Koussoubé, eds.

2024. « Parcours vers la prospérité pour les adolescentes en Afrique – Résumé analytique ». Washington, DC :

La Banque mondiale. Licence : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO

Traductions — Si une traduction de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source de l'ouvrage le déni de responsabilité suivant : *Cette traduction n'a pas été réalisée par la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette dernière. La Banque mondiale ne saurait être tenue responsable du contenu de la traduction ni des erreurs qu'elle pourrait contenir.*

Adaptations — Si une adaptation de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source le déni de responsabilité suivant : *Cet ouvrage est une adaptation d'une œuvre originale de la Banque mondiale. Les idées et opinions exprimées dans cette adaptation n'engagent que l'auteur ou les auteurs de l'adaptation et ne sont pas validées par la Banque mondiale.*

Contenu tiers — La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque composante du contenu de cet ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu de l'ouvrage ne porte pas atteinte aux droits des tierces parties concernées. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamations ou de plaintes pour violation desdits droits. Pour réutiliser une composante de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les composantes, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques et les images.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au service des publications de la Banque mondiale à l'adresse suivante : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street, NW, Washington, DC, 20433, USA ; courriel : pubrights@worldbank.org.

Couverture, illustration de personnes : générée par Adobe Firefly, le 16 juillet 2024, à partir de l'invite «Image vectorielle d'une adolescente africaine, souriante, regardant vers l'horizon». Modifications ultérieures effectuées à l'aide d'outils de conception traditionnels. Images également utilisées sur les pages d'ouverture des chapitres.

Couverture, illustration de fond : © La Banque mondiale ; créé à l'aide d'outils de conception traditionnels.

Table des matières

Avant-propos	vii
Remerciements	ix
À propos des éditrices et des contributeurs	xi
Messages clés	xvii

Résumé analytique 1

Pourquoi construire des parcours vers la prospérité pour les adolescentes en Afrique est une priorité urgente ?	1
Que signifie l'autonomisation des adolescentes ?	5
Quel est le degré de diversité des expériences des adolescentes en Afrique et comment cette diversité influe-t-elle sur leur prospérité ?	11
Que savons-nous de ce qui permet de renforcer les fondamentaux du capital humain et d'améliorer la réussite économique des adolescentes ?	16
Comment tracer la voie de l'avenir ?	20
Note	24
Références bibliographiques	24

Encadrés

ES.1	Mesure de l'autonomisation des adolescentes : défis et perspectives	8
ES.2	Comprendre la complexité de l'autonomisation des adolescentes : perspectives issues des enquêtes d'évaluation d'impact en Afrique	12
ES.3	Considérations clés pour la mise en œuvre réussie des espaces sûrs	18
ES.4	Nouveautés du présent rapport	23

Figures

- ES.1 La transition de l'adolescence à l'âge adulte est plus rude pour les filles que pour les garçons 3
- ES.2 Les adolescentes peuvent emprunter des parcours alternatifs vers l'autonomisation à l'âge adulte 9
- ES.3 Des interventions conçues de manière appropriée pour soutenir les adolescentes peuvent renforcer leur autonomisation à tout âge, qu'elles soient encore scolarisées ou déjà déscolarisées, qu'elles soient mariées ou non, et qu'elles aient des enfants ou non 10
- ES.4 Plus de la moitié des filles âgées de 15 à 19 ans en Afrique ne sont plus scolarisées, sont mariées ou ont un enfant 11
- ES.5 Il existe des différences systématiques entre les pays en ce qui concerne les expériences des adolescentes 14

Tableaux

- ES.1 Les composantes de l'autonomisation des adolescentes influencent leurs résultats économiques à long terme 6
- ES.2 Les différences entre les pays en ce qui concerne les expériences des adolescentes sont liées à l'environnement juridique des pays 15
- ES.3 Les interventions fondées sur des données probantes peuvent ouvrir des voies vers la prospérité 17
- BES.3.1 Chaque étape de la chaîne d'exécution du programme nécessite des facteurs critiques pour une mise en œuvre réussie 18

Avant-propos

Dans le paysage mondial dynamique d'aujourd'hui, investir dans les adolescentes n'est pas seulement un impératif moral, c'est aussi une décision économique judicieuse. Les interventions fondées sur des données probantes et adaptées aux besoins spécifiques des adolescentes ont le pouvoir d'induire des changements transformateurs qui se répercutent sur plusieurs générations et sur l'ensemble de la société. L'adolescence étant une période où des décisions clés sont prises, avec des répercussions à long terme, des investissements relativement modestes peuvent changer toute la trajectoire d'une vie et ainsi offrir des rendements élevés.

En cette période charnière, où 23 % des 1,2 milliard d'adolescents du monde vivent en Afrique subsaharienne, il est urgent d'agir : des millions d'adolescentes à travers le continent se trouvent à un tournant crucial de leur vie. Malgré le vaste potentiel de prospérité de l'Afrique, une réalité frappante demeure : 26 % des adolescentes âgées de 15 à 19 ans en Afrique ne travaillent pas et ne sont pas scolarisées, et 27 % sont mariées ou ont un enfant. En comparaison, 9 % des garçons africains du même groupe d'âge ne travaillent pas et ne sont pas scolarisés et moins de 3 % sont mariés ou ont un enfant.

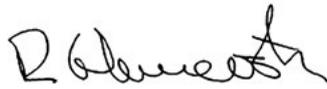
Conscients des multiples facettes des défis posés par cette réalité, le Center for Global Development, le Population Council et le Groupe de la Banque mondiale ont uni leurs efforts pour aider les pays à tracer la voie à suivre. L'analyse rigoureuse contenue dans le présent rapport fournit des pistes claires pour une politique fondée sur des données probantes qui non seulement renforcera le capital humain des filles, mais les autonomisera également sur le plan économique, jetant ainsi les bases d'un progrès durable.

« *Parcours vers la prospérité pour les adolescentes en Afrique* » offre de l'espoir en formulant des recommandations pratiques basées sur des données probantes et des preuves rigoureuses. En définissant divers parcours de réussite et en examinant leurs implications pour les politiques publiques et les pratiques, ce rapport propose des pistes vers un changement tangible et durable.

Il s'agit essentiellement de libérer le potentiel inexploité des adolescentes en tant que catalyseurs du développement économique de l'Afrique. Le rapport recommande un ensemble d'actions fortes mais abordables pour assurer le succès des filles. Il s'agit notamment

- de promouvoir la réussite économique des filles par des interventions multisectorielles éprouvées et prometteuses ;
- de se concentrer sur les filles les plus vulnérables ;
- d'adopter une approche holistique dans la conception des interventions ;
- de combler les lacunes en matière de données et de preuves solides afin de permettre aux parties prenantes de mieux comprendre ce qui fonctionne.

Éclairant le chemin crucial vers l'autonomisation des adolescentes, le présent rapport invite les décideurs politiques, les praticiens, les chercheurs, les leaders communautaires et les partenaires mondiaux à transformer cette vision en réalité. Nous vous invitons à vous joindre à nous pour aider les pays à ouvrir la voie vers un avenir dans lequel chaque fille africaine pourra s'épanouir. Ensemble, exploitons la puissance de l'investissement fondé sur des données pour façonner un avenir meilleur pour les générations futures.



Rachel Glennerster
Présidente
Center for Global Development



Thoai D. Ngo
Vice-président, Recherches en
sciences sociales et comportementales
Population Council



Victoria Kwakwa
Vice-présidente,
Afrique de l'Est et Afrique australe
Banque mondiale



Ousmane Diagana
Vice-président,
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale
Banque mondiale

Remerciements

Le présent rapport est le fruit d'une collaboration entre le Laboratoire d'innovation pour l'égalité des sexes en Afrique de la Banque mondiale, le pôle d'expertise Développement humain de la Banque mondiale, le Center for Global Development et le Population Council. Il a été élaboré par une équipe dirigée par Estelle Koussoubé et Kehinde Ajayi et composée de Henrietta Asiamah, Karen Austrian, Ioana Botea, Wei Chang, Riddhi Kalsi, Michael Kevane, Chiara Pasquini, Clémence Pougé Biyong, Laura Rossouw, Léa Rouanet, Vrinda Sharma, Sara Troiano et Fatima Zahra. L'équipe remercie Andrew Dabalen, Aparajita Goyal et Michael O'Sullivan pour leurs orientations générales et leur soutien, ainsi qu'Amit Dar, Daniel Dulitzky, Rachel Glennerster, Markus Goldstein, Trina Haque, Thoai D. Ngo, Dena Ringold et Albert Zeufack pour leurs contributions.

Le comité de lecture était composé de Kathleen Beegle, Eleonora Cavagnero, Coralie Gevers, Nicola Jones, Berk Özler et Idah Pswarayi-Riddihough. L'appui administratif a été fourni par Parwana Mowahid, Kenneth Omondi et Rose-Claire Pakabomba. Nelsy Affoum a coordonné la planification de la communication et de la diffusion, avec la contribution d'Amy Copley Geist. Beatrice Berman a fourni des conseils de production et un appui tout au long de la rédaction du rapport.

L'équipe remercie Sarah Baird, Juan Baron, Judith Bruce, Shubha Chakravarty, Thomas de Hoop, Flore Martinant de Preneuf, Rani Deshpande, Diva Dhar, Aletheia Donald, Isabella Micali Drossos, Safaa El Tayeb El-Kogali, David Evans, Ian Forde, Tihtina Zenebe Gebre, Silvia Guglielmi, Kelly Hallman, Margareta Norris Harrit, Caroline Kabiru, Daniel Kirkwood, Scherezad Joya Monami Latif, Diana Lopez, Vandrás Luywa, Rachel Marcus, Iain Menzies, Miriam Muller, Benedetta Musillo, Arindam Nandi, Lucia Nhampossa, Brenda Oulo, Ana Maria Oviedo, Amber Peterman, Rachel Pierotti, Luc Razafimandimby, Christophe Rockmore, Justin Sandefur, Hugues Setho, Natacha Stevanovic, Jozefien Van Damme,

Waly Wane, David Seth Warren, le Groupe Genre et égalité des sexes de la Banque mondiale, et les participants à l'examen de la note conceptuelle, à l'atelier des auteurs et aux réunions d'examen des décisions, pour leurs avis et perspectives. Nous avons également bénéficié des observations d'un grand nombre de collègues au sein de nos trois institutions.

L'équipe exprime sa gratitude aux nombreuses organisations qui ont partagé leurs avis avec elle au cours de la rédaction, notamment BRAC, Kasha Global, Plan International et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

L'équipe remercie également Nzilani Simu pour son excellent travail de conception graphique et Luz Carazo, Ariana Ocampo Cruz et Federico Sanz pour leur aide précieuse à la recherche. L'équipe est aussi reconnaissante à l'égard du Programme d'édition de la Banque mondiale, notamment à Amy Lynn Grossman, Michael Harrup et Jewel McFadden, ainsi qu'à Nora FitzGerald pour la révision initiale.

L'équipe tient à saluer le soutien généreux de l'Umbrella Facility for Gender Equality (UFGE), un fonds d'affectation spéciale multidonateurs administré par la Banque mondiale et dont le but est de faire progresser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes par l'expérimentation et la création de connaissances afin d'aider les gouvernements et le secteur privé à axer leurs politiques et leurs programmes sur des solutions évolutives ayant des résultats durables. L'UFGE bénéficie de contributions généreuses de l'Allemagne, de l'Australie, du Canada, du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis, de la Finlande, de l'Islande, de la Lettonie, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Suède et de la Suisse, ainsi que de la Fondation Bill et Melinda Gates. L'équipe exprime également sa gratitude pour le soutien généreux du Mécanisme de financement mondial pour les femmes, les enfants et les adolescents, un partenariat mondial piloté par les pays qui s'engage à garantir que toutes les femmes, tous les enfants et tous les adolescents puissent survivre et s'épanouir. L'équipe du Population Council remercie le ministère danois des Affaires étrangères pour son financement.

Le présent rapport fait partie du Programme d'études régionales africaines, une initiative du Bureau de l'économiste en chef pour la région Afrique de la Banque mondiale.

Enfin, l'équipe tient à remercier les adolescentes, leurs familles et les communautés qui ont participé à cette étude. Ce rapport n'aurait pu être réalisé sans leur volonté de partager leurs expériences et leurs points de vue.

À propos des éditrices et des contributeurs

Kehinde Ajayi est Senior Fellow au Center for Global Development (CGD) et directrice du programme d'égalité des sexes et d'inclusion du CGD. Auparavant, Kehinde Ajayi a coordonné des initiatives de recherche sur l'autonomisation économique des femmes, l'emploi des jeunes, la protection sociale et la garde d'enfants au sein du Laboratoire d'innovation pour l'égalité des sexes en Afrique de la Banque mondiale. Avant de rejoindre la Banque mondiale, elle a été professeure assistante d'économie à l'Université de Boston, professeure assistante invitée à l'Université de Duke, chercheuse associée au National Bureau of Economic Research et boursière Fulbright au Nigéria. Elle est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Californie à Berkeley et d'une licence en économie et relations internationales de l'Université de Stanford.

Henrietta Asiamah est économiste chargée de recherches à Statistique Canada et a également été boursière de la région Afrique de la Banque mondiale. Elle possède une expérience en matière de recherche économique, d'enseignement et de politique, acquise en travaillant pour le Fonds de développement des femmes africaines au Ghana et diverses organisations canadiennes œuvrant dans le domaine des politiques publiques. Les recherches de Henrietta Asiamah portent essentiellement sur l'économie du développement dans des domaines tels que l'impact de l'aide étrangère sur l'autonomisation des femmes en Afrique subsaharienne, la mesure de la pauvreté chronique des enfants et les conséquences à long terme de la pauvreté des enfants pour les perspectives d'avenir. Ses recherches ont été publiées dans des revues à comité de lecture, notamment la *World Bank Economic Review* et *Child Indicators Research*. Henrietta Asiamah est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Guelph au Canada et d'une licence en économie et statistiques de l'Université du Ghana.

Karen Austrian dirige le Girl Innovation, Research, and Learning Center du Population Council, un centre de recherche mondial qui génère, synthétise et traduit des données probantes sur les adolescents afin de soutenir les investissements qui transforment leur vie, en particulier celle des filles. Avant d'occuper ce poste, Karen Austrian a dirigé un portefeuille de projets visant à renforcer l'autonomie des filles en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Elle élabore, met en œuvre et évalue des programmes qui renforcent les atouts protecteurs des filles, tels que l'éducation financière, les filets de sécurité sociale et l'accès à l'éducation. Karen Austrian est la chercheuse principale de deux grands essais contrôlés randomisés longitudinaux évaluant l'impact de programmes multisectoriels pour les adolescentes — *Adolescent Girls Initiative-Kenya* et *Adolescent Girls Empowerment Program* en Zambie — et a dirigé les travaux du Population Council évaluant les effets sociaux, sanitaires, éducatifs et économiques de la COVID-19 sur les adolescents et leurs familles au Kenya. Elle participe également activement à faire en sorte que les données probantes sur l'adolescence soient utilisées par les parties prenantes mondiales, nationales et locales, ayant fourni des orientations sur l'utilisation des données pour les programmes et les politiques en faveur des filles à l'Unité de politique et de stratégie du Bureau exécutif du président du Kenya et aux ministères sectoriels, à la Banque mondiale, aux organisations bilatérales et multilatérales ; aux fondations privées partenaires ; ainsi qu'aux organisations internationales, nationales et communautaires. Avant de rejoindre le Population Council en 2007, Karen Austrian a cofondé et dirigé le Binti Pamoja Center, un programme d'autonomisation des adolescentes dans le bidonville de Kibera à Nairobi, au Kenya. Elle est titulaire d'un master en santé publique et d'un doctorat en santé publique et épidémiologie et vit à Nairobi, au Kenya.

Ioana Botea est économiste senior au sein du pôle mondial d'expertise Protection sociale et emploi de la Banque mondiale. Elle compte plus de 10 ans d'expérience dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de programmes de protection sociale, avec un accent particulier sur les filets de sécurité, l'inclusion économique et l'autonomisation des femmes. Ioana Botea a géré des opérations au Cameroun et au Gabon et a coécrit des publications mondiales et régionales sur la protection sociale et le genre. Auparavant, elle a travaillé au Laboratoire d'innovation pour l'égalité des sexes en Afrique de la Banque mondiale, où elle a mené des évaluations d'impact des solutions de réduction des écarts entre les hommes et les femmes. Avant de rejoindre la Banque mondiale, Ioana Botea a travaillé pour Innovations for Poverty Action au Maroc. Elle est titulaire d'un master de recherche de l'Université de Cambridge.

Wei Chang est économiste au sein du Laboratoire d'innovation pour l'égalité des sexes en Afrique de la Banque mondiale. Ses travaux portent essentiellement sur l'évaluation des interventions en matière de développement et de santé dans des environnements à faibles ressources pour l'autonomisation des femmes et des filles, souvent par le biais de recherches interdisciplinaires en collaboration avec les gouvernements. Avant de rejoindre la Banque mondiale, elle a travaillé dans le domaine de la recherche en santé publique en Afrique subsaharienne et aux États-Unis, à l'École de santé publique de l'Université de Harvard et à l'Université de Californie à San Francisco. Elle est titulaire d'un doctorat en politique et gestion de la santé de l'Université de Caroline du Nord à Chapel Hill et d'un master en travail social et santé publique de l'Université de Washington à Saint-Louis.

Riddhi Kalsi est consultante à la Banque mondiale et doctorante en économie à Sciences Po Paris. Sa thèse porte sur l'économie du travail, avec un accent particulier sur l'analyse empirique inclusive. Ses recherches actuelles en France portent sur l'intersection entre la privatisation et l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes. Elle a occupé plusieurs postes d'enseignante en économétrie au niveau master à Sciences Po. Avant cela, elle a travaillé pour la *Harvard Business Review* en tant que rédactrice et à la Harvard Business Publishing Corporate Learning en tant que spécialiste en gestion. Riddhi Kalsi est titulaire d'un master en économie de Sciences Po et d'une licence en économie (avec mention) de la Miranda House de l'Université de Delhi.

Michael Kevane est professeur au département d'économie de l'Université de Santa Clara. Il a publié des articles dans les revues *Proceedings of the National Academy of Sciences*, *World Development*, *Economic Development and Cultural Change*, *Review of Development Economics* et *American Journal of Agricultural Economics*. L'un de ses domaines d'intérêt est la manière dont les bibliothèques encouragent la lecture, avec des articles publiés dans *LIBRI: International Journal of Libraries and Information Studies*, *World Libraries* et *Bulletin des bibliothèques de France*. Kevane est coéditeur de *Kordofan Invaded: Peripheral Incorporation and Social Transformation in Islamic Africa*, auteur de *Women and Development in Africa: How Gender Works*, et coauteur de *Rural Community Libraries in Africa: Challenges and Impacts*. Il a été président de la Sudan Studies Association et codirecteur de *Friends of African Village Libraries*.

Estelle Koussoubé est économiste senior au sein du Laboratoire d'innovation pour l'égalité des sexes en Afrique de la Banque mondiale, où elle dirige le programme de recherche sur l'emploi des jeunes et

l'autonomisation des adolescentes. Elle travaille actuellement sur des évaluations d'impact de programmes d'autonomisation des adolescentes et des femmes, sur des programmes d'emploi des jeunes, ainsi que sur des programmes agricoles et de prévention de la violence sexiste en Afrique subsaharienne, afin d'éclairer la conception et la mise en oeuvre de programmes et de politiques efficaces visant à réduire les inégalités entre les hommes et les femmes. Avant de rejoindre la Banque mondiale, Estelle Koussoubé était chargée de recherche à l'Institut national français de recherche pour le développement durable et à l'Université de Paris-Dauphine, où elle a travaillé sur le projet Nopoor. Elle est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Paris-Dauphine.

Chiara Pasquini est une spécialiste de l'évaluation qui a appliqué son expérience quantitative à différentes méthodologies de recherche et à des sujets allant de l'inclusion économique en Ouganda au travail des enfants en Éthiopie, en passant par l'autonomisation des femmes en Afghanistan. Elle a précédemment travaillé sur des essais contrôlés randomisés dans les pays en développement, pour Innovations for Poverty Action et d'autres centres de recherche, ce qui lui a permis d'acquérir une grande expérience du terrain et des mesures. Chiara Pasquini est consultante pour la Banque mondiale depuis 2018. Elle a soutenu un large éventail de tâches basées sur les données, telles que la gestion des essais contrôlés randomisés et l'analyse des ensembles de données au niveau national pour la conception de projets et les politiques. Son expertise thématique couvre la protection sociale, l'emploi et l'autonomisation des femmes en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Elle est titulaire d'une licence et d'un master en économie de l'Université Bocconi en Italie.

Clémence Pougué Biyong est analyste de recherche au sein du Laboratoire d'innovation pour l'égalité des sexes en Afrique de la Banque mondiale. Ses études portent sur les comportements en matière de santé, la santé mentale des femmes, l'économie des soins et les violences sexistes. Avant de rejoindre la Banque mondiale, elle a travaillé sur le rapport *Dynamiques du développement en Afrique* à l'Organisation de coopération et de développement économiques. Elle est titulaire d'un doctorat en économie à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne et de deux masters en économie et en droit de l'Université PSL Paris Dauphine et de l'École normale supérieure.

Laura Rossouw est une économiste du développement et de la santé qui a travaillé pour plusieurs institutions universitaires sud-africaines au cours des dix dernières années et qui exerce régulièrement en tant que consultante pour des organisations internationales, notamment l'Organisation mondiale de la Santé et la Banque mondiale. Elle travaille

actuellement comme chercheuse principale au Bureau de recherche en économie de la santé et en épidémiologie de l'Université du Witwatersrand. Les recherches de Laura Rossouw se sont focalisées sur la demande et les facteurs comportementaux liés aux résultats en matière de santé et aux comportements de recherche de soins, en particulier ceux liés à la santé maternelle, sexuelle et reproductive ; l'économie du genre ; et la santé et le bien-être des adolescents. Elle a également beaucoup travaillé sur l'utilisation des politiques budgétaires pour améliorer les résultats en matière de santé, en particulier les politiques qui ciblent la consommation d'alcool et de tabac, et plus récemment sur l'utilisation des politiques budgétaires pour améliorer l'accès à la gestion de l'hygiène menstruelle.

Léa Rouanet est économiste senior à la Banque mondiale, où elle est directrice adjointe du Laboratoire d'innovation pour l'égalité des sexes en Afrique. Elle dirige actuellement plusieurs évaluations d'impact visant à identifier et à traiter les contraintes liées au genre dans l'activité économique en Afrique subsaharienne, en mettant l'accent sur l'autonomisation des adolescentes et les programmes de développement des compétences. Elle dirige également la conceptualisation et l'exécution de la stratégie d'utilisation des résultats des recherches du Laboratoire et supervise tous les analystes de son équipe. Ses recherches ont été publiées dans bon nombre de revues à comité de lecture, notamment *World Development*, *Economic Development and Cultural Change*, *Economics Letters*, *Journal of Economic Behavior and Organization*, *PLOS One* et *Economic History of Developing Regions*. Avant de rejoindre la Banque mondiale, elle était doctorante et chargée de recherche à la Paris School of Economics, où ses recherches portaient sur la nutrition, la mortalité infantile, la fécondité et les préférences de genre en Afrique. Elle est titulaire d'un doctorat de la Paris School of Economics.

Vrinda Sharma est consultante pour la Banque mondiale et doctorante à la Paris School of Economics. Ses travaux portent sur l'économie de l'eau et le changement climatique, en particulier sur la compréhension de l'adaptation de l'agriculture à l'évolution de la qualité de l'eau dans les pays en développement. Auparavant, en tant que chercheuse prédoctorale à l'École polytechnique, elle a étudié les transitions démographiques en Afrique subsaharienne. Mme Sharma est titulaire d'un master de la Paris School of Economics et d'une licence en économie du Kirori Mal College de l'Université de Delhi.

Sara Troiano est économiste senior au sein du pôle mondial d'expertise Protection sociale et emploi de la Banque mondiale. Elle dirige le programme d'autonomisation et de résilience des filles en Afrique de l'Est et l'Evidence Hub, un centre de données du programme, qui coordonne les produits d'analyse, le renforcement des capacités et l'échange de

connaissances sur l'autonomisation des filles et des femmes dans toute la région. Sara Troiano a travaillé sur des projets d'investissement dans l'emploi et l'éducation, avec un accent particulier sur l'inclusion des femmes et des jeunes, en Afrique, en Amérique latine et en Europe. Elle a publié des recherches sur l'éducation, les politiques sociales et la démographie. Elle est titulaire d'un master en économie du développement de l'École supérieure d'économie de Barcelone, d'un master en sociologie et démographie de l'Université Pompeu Fabra et d'une licence en économie de l'Université Bocconi.

Fatima Zahra est une démographe sociale spécialisée dans les transitions vers l'âge adulte chez les adolescents des pays à revenu faible et intermédiaire. Elle est actuellement associée au Girl Innovation, Research and Learning Center du Population Council. Ses recherches se situent à l'intersection du genre, de l'éducation, de la santé et de l'autonomisation. Elle est actuellement responsable technique d'une série de projets, notamment des évaluations d'impact des interventions relatives au mariage des enfants en République dominicaine, en Inde et au Niger, une étude systématique des liens de causalité entre l'éducation et la santé, ainsi que le présent rapport. Avant de rejoindre le Population Council, elle était boursière postdoctorale au Centre d'études sur les populations de l'Université de Pennsylvanie. Fatima Zahra est titulaire d'un doctorat en sociologie avec une spécialisation en démographie de l'Université du Maryland et d'un master en communication avec une spécialisation en communication sur la santé et le changement social de l'Université de Californie du Sud.

Messages clés

- L'Afrique détient la clé de sa prospérité : investir dans le potentiel économique inexploité des adolescentes.
- Pour réussir, les adolescentes doivent acquérir les compétences, les ressources et la capacité de décision et d'action dont elles ont besoin pour être autonomes et prospères à l'âge adulte.
- La réalité est toutefois différente pour les adolescentes en Afrique. Actuellement, en Afrique, 40 % des filles âgées de 15 à 19 ans ne sont pas scolarisées et ne travaillent pas, ou sont mariées ou ont des enfants, contre 12 % des garçons de la même tranche d'âge, ce qui souligne l'urgence d'agir.
- Ce rapport recommande six séries d'actions fortes mais abordables pour assurer la réussite des adolescentes :
 1. **Améliorer la santé et l'éducation des adolescentes** en réduisant les frais à la charge des familles, en élargissant l'accès et en fournissant des services adaptés aux jeunes.
 2. **Promouvoir leur réussite économique** grâce à des interventions multisectorielles éprouvées et prometteuses qui intègrent des formations techniques et les compétences nécessaires à la vie courante avec un soutien à l'emploi, adaptées aux demandes du marché du travail et aux facteurs contextuels.
 3. **Faire des filles les plus vulnérables la priorité**, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte.
 4. **Adopter une approche holistique** dans la conception des interventions en faveur des adolescentes, en reconnaissant le caractère multidimensionnel de l'autonomisation.
 5. **Comblent les lacunes en matière de données et de preuves solides** pour éclairer des politiques et des programmes efficaces.
 6. **Favoriser la collaboration et mobiliser l'appui** de diverses parties prenantes pour obtenir un impact durable.

- En mettant en œuvre ces recommandations d'ici à 2040, les pays africains pourraient dégager un revenu supplémentaire de 2 400 milliards de dollars. Avec les investissements et le soutien appropriés, les adolescentes pourraient être les moteurs de la transformation économique de l'Afrique.



Résumé analytique

Pourquoi construire des parcours vers la prospérité pour les adolescentes en Afrique est une priorité urgente ?

L'Afrique est la région la plus jeune du monde¹. Elle détient la clé de sa prospérité, à savoir investir dans le potentiel économique inexploité de ses adolescents, et en particulier de ses adolescentes. Plus d'un cinquième des adolescentes du monde (âgées de 10 à 19 ans) — 145 millions — vivent en Afrique, et cette proportion devrait passer à plus d'un tiers d'ici à 2050 (United Nations Department of Economic and Social Affairs, Population Division, 2024). Pour que l'Afrique gagne la bataille contre la pauvreté et parvienne à une croissance économique soutenue, des investissements stratégiques sont impératifs. Ces investissements doivent bénéficier aux adolescentes, en les dotant des fondamentaux du capital humain, des ressources et de la capacité de décision et d'action nécessaires pour mener une vie d'adulte économiquement prospère.

Malgré leur potentiel, les adolescentes africaines sont confrontées à des défis spécifiques liés à leur sexe qui affectent considérablement leurs perspectives économiques. La région présente l'incidence la plus élevée de mariages d'enfants pour les filles au niveau mondial, une fille africaine sur trois se mariant avant l'âge de 18 ans. En particulier, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale abritent 7 des 10 pays où la prévalence du mariage des enfants est la plus élevée au monde (UNICEF, 2022). En outre, bien que des progrès aient été réalisés au cours des 25 dernières années, ces améliorations ont principalement bénéficié aux ménages les plus riches ; les taux de mariage des enfants continuent d'augmenter parmi les plus pauvres en Afrique (UNICEF, 2023). Le mariage des enfants est souvent associé à des grossesses précoces

Tous les montants sont exprimés en dollars américains, sauf indication contraire. Un package de reproductibilité est disponible pour ce livre dans le Reproducible Research Repository à l'adresse <https://reproducibility.worldbank.org>.

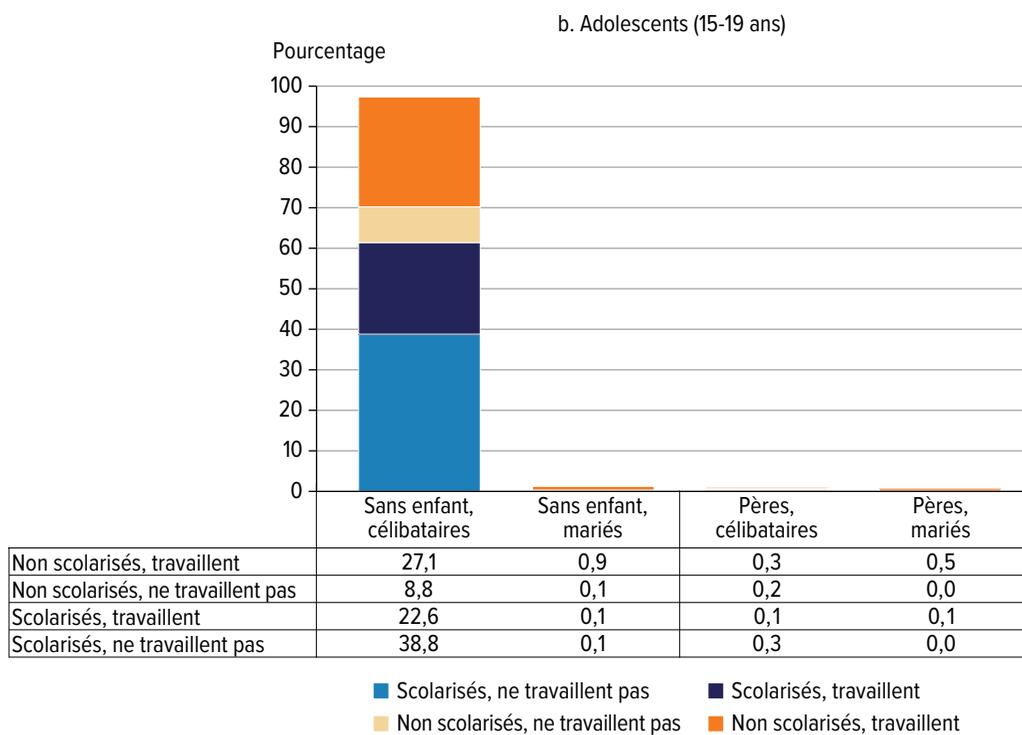
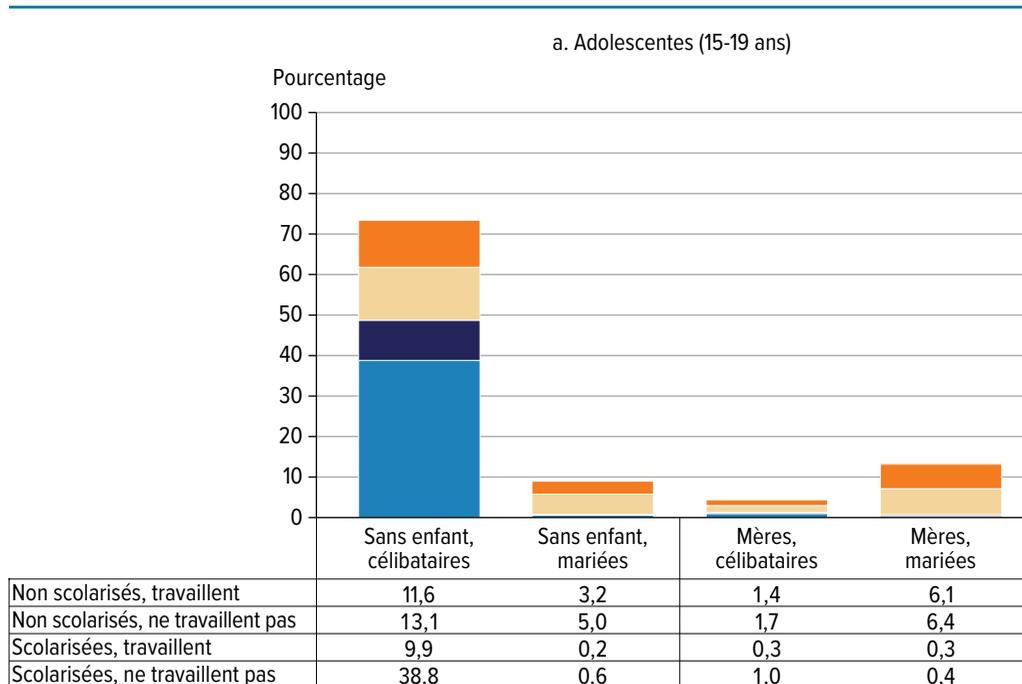
et à un taux de fécondité plus élevé au cours de la vie d'une fille, ce qui a des conséquences négatives importantes pour les filles et leurs enfants dans divers domaines, notamment la santé et les résultats futurs sur le marché du travail (Petroni *et al.*, 2017 ; Wodon *et al.*, 2017).

En Afrique, les disparités entre les sexes apparaissent avant l'adolescence et se creusent lors du passage à l'adolescence, puis à l'âge adulte. Bien qu'il existe des écarts relativement faibles entre les sexes en matière de scolarisation des adolescents âgés de 10 à 14 ans dans la plupart des pays africains, les filles sont généralement plus susceptibles de participer aux travaux ménagers et les garçons sont plus susceptibles de participer à un travail rémunéré. Dans le groupe des adolescents plus âgés (15-19 ans), un nombre important de filles en Afrique (26 %) ne travaillent pas et ne sont pas scolarisées, contre environ 9 % des garçons. En outre, environ 22 % de ces filles sont mariées, contre seulement 1 % des garçons. Lorsque ces adolescents plus âgés passent à l'âge adulte (20-24 ans), la disparité entre les sexes est encore plus prononcée. Parmi les jeunes femmes de cette tranche d'âge, 56 % sont mariées et ont des enfants, tandis que moins de 16 % d'entre elles poursuivent leurs études. En revanche, les jeunes hommes sont plus susceptibles de poursuivre leurs études ou d'entrer sur le marché du travail, et 71 % d'entre eux restent célibataires et sans enfant (figure ES.1).

L'autonomisation des adolescentes n'est pas seulement une question de droits humains ; c'est aussi un investissement précieux. Ce rapport révèle que chaque dollar investi dans l'autonomisation des adolescentes peut générer un impact économique plus que décuplé. Le bénéfice net de ces investissements s'élève à environ 2 400 milliards de dollars. Ce chiffre contraste avec le coût total de l'investissement dans les deux prochaines générations de filles dans tous les pays, qui s'élève à moins de 200 milliards de dollars (Rossouw *et al.*, 2024).

Comment les pays — en particulier les pays africains — peuvent-ils construire un parcours vers la prospérité pour les adolescentes ? Le présent rapport tente de répondre à cette question clé. S'appuyant sur des initiatives récentes et des recherches rigoureuses visant à identifier et à relever les défis spécifiques auxquels sont confrontées les adolescentes en Afrique, le rapport présente de nouvelles analyses et un cadre conceptuel complet permettant de comprendre, de mesurer et d'améliorer l'autonomisation des adolescentes. Cette approche tient compte de la diversité des expériences et des besoins des adolescentes, en prenant en considération des facteurs tels que leur niveau d'éducation, leur situation matrimoniale et le fait qu'elles aient ou non des enfants. Le rapport conclut en proposant une feuille de route pour l'action politique visant à construire des parcours vers la prospérité pour les adolescentes.

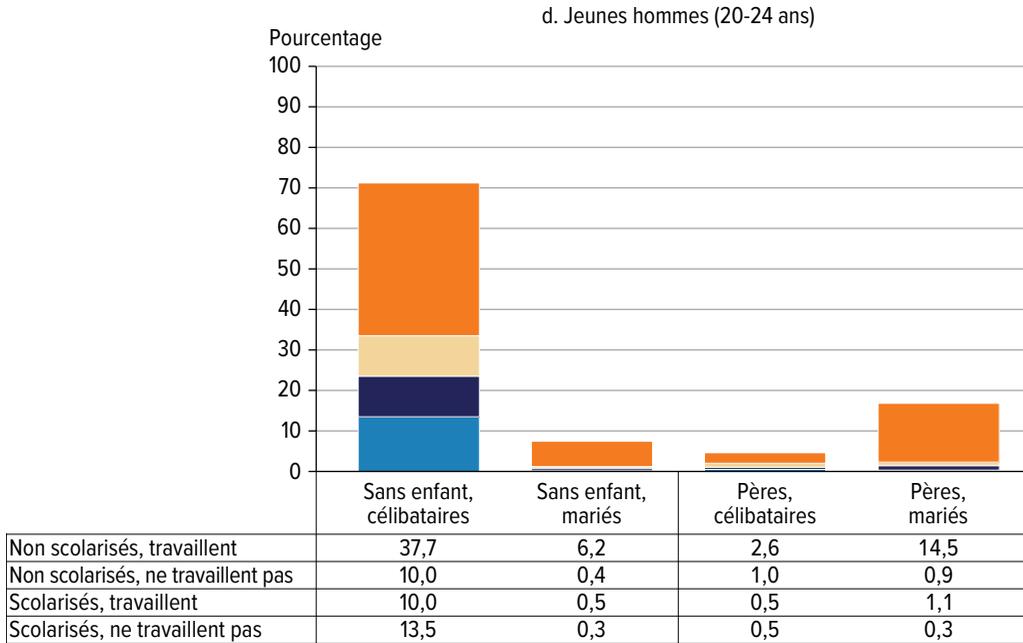
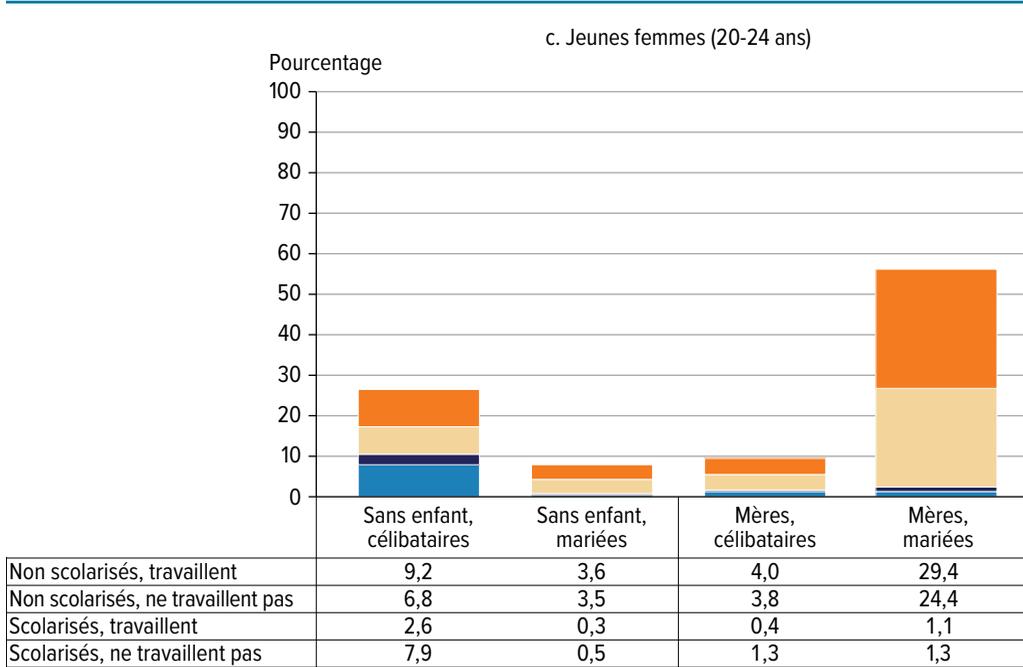
FIGURE ES.1 La transition de l'adolescence à l'âge adulte est plus rude pour les filles que pour les garçons



■ Scolarisés, ne travaillent pas ■ Scolarisés, travaillent
 ■ Non scolarisés, ne travaillent pas ■ Non scolarisés, travaillent

(suite)

FIGURE ES.1 La transition de l'adolescence à l'âge adulte est plus rude pour les filles que pour les garçons (*suite*)



■ Scolarisés, ne travaillent pas ■ Scolarisés, travaillent
 ■ Non scolarisés, ne travaillent pas ■ Non scolarisés, travaillent

Source : Figure originale créée pour ce rapport, basée sur les données des enquêtes démographiques et de santé de l'USAID, consultées le 17 mars 2024, <https://www.dhsprogram.com>.

Que signifie l'autonomisation des adolescentes ?

L'autonomisation des adolescentes revêt une importance cruciale pour la réduction de la pauvreté et la croissance économique en Afrique. Toutefois, pour atteindre cet objectif, il faut s'écarter de l'approche traditionnelle. Les cadres d'autonomisation des femmes ont jeté les bases de la conceptualisation des dimensions de l'autonomisation des femmes et des filles. Cependant, être autonome *signifie* des choses différentes pour les filles et pour les femmes. Les adolescentes diffèrent des femmes de manière significative dans et entre les principales dimensions de l'autonomisation : les ressources, la capacité de décision et d'action et les réalisations économiques. Par rapport aux femmes, l'accès des filles aux ressources, telles que les institutions financières ou les services de santé sexuelle et reproductive, est limité, tout comme leur capacité à prendre des décisions et à se fixer des objectifs.

Même parmi les adolescentes, les parcours vers l'autonomisation future varient considérablement. Certaines adolescentes peuvent acquérir des compétences, des ressources et la capacité de décision et d'action qui leur permettront d'avoir de meilleures perspectives d'emploi à l'âge adulte. Pour d'autres, le chemin vers l'autonomisation peut être plus escarpé en raison de certaines transitions de la vie telles que l'abandon scolaire, le mariage précoce ou la grossesse.

Ce rapport présente un cadre adapté pour comprendre l'autonomisation des adolescentes, en mettant l'accent sur quatre éléments clés :

- **les fondamentaux du capital humain** : l'éducation et la santé sont les fondements de la réussite économique future des adolescentes ;
- **les ressources habilitantes** : il s'agit des connaissances et des compétences, du capital financier, du capital physique et numérique, du capital social et du temps disponible pour les activités productives ;
- **la capacité de décision et d'action** : les filles doivent pouvoir s'exprimer, se fixer des objectifs et prendre des décisions ;
- **le contexte** : il comprend les situations de fragilité, de conflit et de violence, les lois statutaires, les institutions formelles, les normes sociales et la religion, les opportunités d'emploi et le contexte familial.

Ces quatre composantes de l'autonomisation des adolescentes se combinent et interagissent pour former une cinquième composante, réalisations à long terme, tels que le revenu et la participation à un travail rémunéré adapté à l'âge (tableau ES.1).

TABLEAU ES.1 Les composantes de l'autonomisation des adolescentes influencent leurs résultats économiques à long terme

Composante	Indicateur	Mesures spécifiques de l'indicateur
 Fondamentaux du capital humain	Progrès en matière d'éducation	Scolarisation, réussite et assiduité scolaires ; progression scolaire ; compétences en lecture et en écriture ; compétences en calcul
	Santé	Survie/mortalité ; droits en matière de santé sexuelle et reproductive ; santé mentale ; nutrition
 Ressources habilitantes	Connaissances et compétences	Compétences nécessaires à la vie courante (y compris les compétences socioémotionnelles) ; éducation financière
	Capital financier	Accès aux ressources économiques : comptes bancaires, prêts ; actifs économiques : épargne
	Capital physique et numérique	Biens ménagers ; patrimoine personnel ; accès aux espaces numériques ; téléphones portables
	Capital social	Réseaux de pairs ; accès à des espaces sûrs
	Temps	Temps consacré à des activités productives
 Capacité de décision et d'action	Établissement d'objectifs	Aspirations en matière d'éducation, de travail, de mariage et de grossesse
	Sentiment de sa capacité de décision et d'action	Auto-efficacité, estime de soi, locus de contrôle, attitudes envers le genre
	Contrôle	Contrôle de la prise de décision et de l'utilisation du temps
 Contexte	Situation de fragilité, de conflit et de violence	Prévalence et durée des conflits et de la violence
	Lois statutaires/cadre juridique	Lois relatives au genre, aux ressources, au travail, à l'âge minimum du mariage, à l'âge minimum pour travailler, aux violences sexistes à l'accès aux documents d'identité
	Institutions formelles	Présence et caractéristiques d'autres institutions formelles : écoles, santé, services professionnels, juridiques et financiers (y compris les banques et les tontines)
	Normes et religion	Attentes concernant les rôles des hommes et des femmes, l'accès aux ressources et leur utilisation, le travail, l'âge du mariage et les violences sexistes ; croyances religieuses
	Possibilités d'emploi	Accès à l'emploi en fonction du secteur ; qualité des possibilités d'emploi disponibles
	Contexte du ménage	Attitudes des parents et des membres du ménage à l'égard du genre ; aspirations des parents en matière d'éducation et de travail des filles ; dynamique des relations au sein des ménages (coopération entre les membres du ménage, discussions entre les membres du ménage sur divers sujets, etc.) ; structure et composition du ménage

(suite)

TABLEAU ES.1 Les composantes de l'autonomisation des adolescentes influencent leurs résultats économiques à long terme (*suite*)

Composante	Indicateur	Mesures spécifiques de l'indicateur
	Résultats sur le marché du travail	Qualité de l'emploi ; revenu ; travail rémunéré ; secteur formel ou informel ; emploi salarié ou indépendant ; travail adapté à l'âge

Réalisations économiques

Source : Tableau original créé ce rapport.

Note : CH = fondamentaux du capital humain ; CO = contexte ; CA = capacité de décision et d'action ; RE = réalisations économiques ; RH = ressources habilitantes.

Le cadre conceptuel présenté dans le rapport diffère des cadres existants dans le contexte africain (par exemple, Calder et Huda, 2013 ; Jones *et al.*, 2019 ; Moll, 2018), non seulement en mettant l'accent sur des éléments tels que le contexte et les ressources habilitantes, mais aussi en tenant compte du fait que les filles peuvent suivre différents chemins vers l'autonomisation, que le chemin d'une fille donnée consiste à poursuivre des études exclusivement sans se marier ou avoir des enfants, ou à suivre une voie alternative qui passe par des transitions telles que l'abandon scolaire, le mariage précoce ou la grossesse. Pour en savoir plus sur les difficultés de mesure de l'autonomisation des adolescentes et les solutions possibles à ces difficultés, voir l'encadré ES.1.

Chaque composante de l'autonomisation évoluera au cours de l'adolescence, préparant les filles à être économiquement prospères à l'âge adulte (figure ES.2). Cependant, l'évolution de ces composantes et leur importance relative à différents âges dépendent de la dotation initiale des filles dans chaque composante au début de l'adolescence (10 ans) et des diverses transitions qu'elles connaissent au cours de leur adolescence.

Les éléments clés de l'autonomisation des adolescentes diffèrent également selon le groupe démographique. Pour illustrer cette diversité d'expériences et leur relation avec les composantes de l'autonomisation, le rapport présente cinq profils d'adolescentes résidant dans diverses régions d'Afrique, chacun représenté par une ligne distincte dans la figure ES.2.

ENCADRÉ ES.1 Mesure de l'autonomisation des adolescentes : défis et perspectives

Pourquoi est-il important de mesurer l'autonomisation des adolescentes ?

Il est essentiel de mesurer l'autonomisation des adolescentes afin de pouvoir élaborer des politiques et des programmes en connaissance de cause, mais cela reste un défi. Les cadres existants se concentrent principalement sur l'autonomisation des femmes, et les orientations en ce qui concerne la mesure de l'autonomisation des adolescentes sont limitées. Les lacunes en matière de mesure constatées dans les enquêtes incluent une absence de questions sur le capital numérique, sur les aspects liés à la capacité de décision et d'action tels que le contrôle de l'emploi du temps, et sur la qualité de l'emploi. En outre, les enquêtes montrent que les types de questions varient peu d'un groupe démographique à l'autre, ce qui limite la compréhension des nuances qui existent entre les sous-groupes.

Principaux défis en matière de mesure

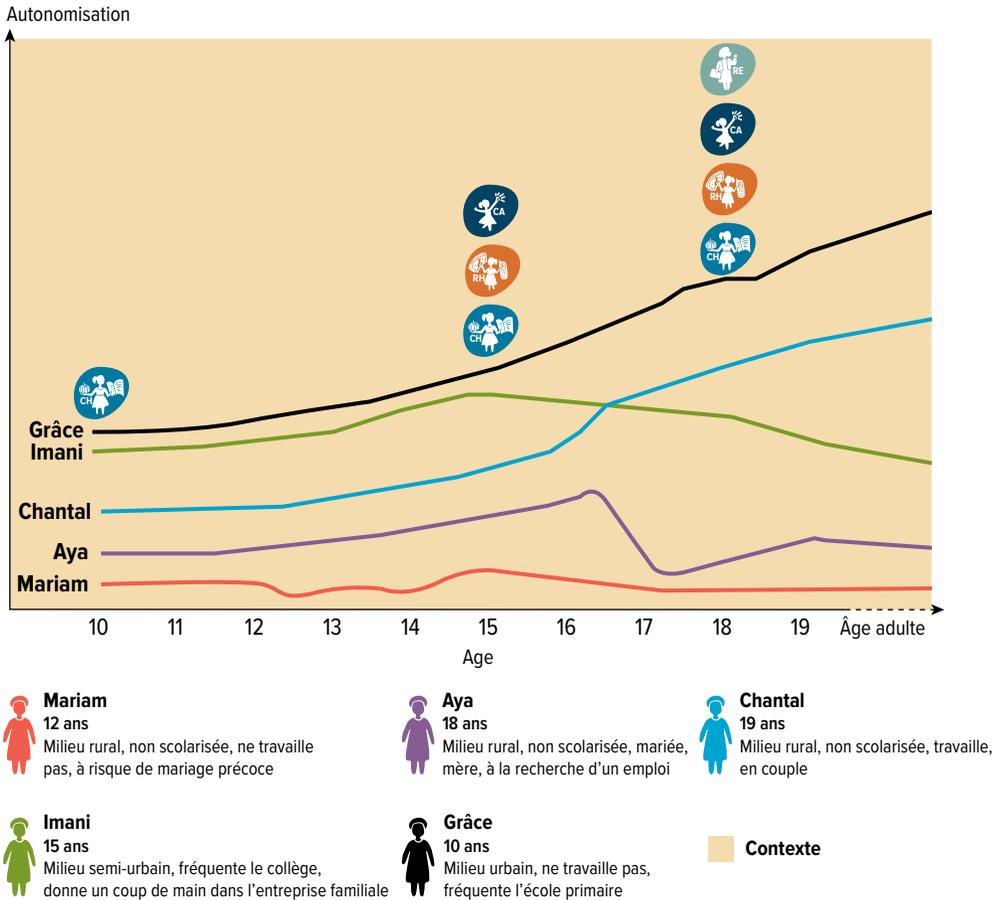
1. **Absence de cadre théorique :** L'absence d'un cadre théorique clair pour mesurer l'autonomisation des adolescentes produit des mesures incohérentes entre les études et les enquêtes.
2. **Différenciation limitée :** Les outils de mesure ne font pas de distinction suffisante entre les divers groupes démographiques, ce qui rend difficile la compréhension des disparités.
3. **Divergences entre les enquêtes :** Les enquêtes varient considérablement en ce qui concerne les formulations et les aspects mesurés, ce qui rend difficiles les comparaisons relatives à l'autonomisation des adolescentes.

La voie à suivre

Ces défis de mesure soulignent la nécessité d'une mesure complète et standardisée de l'autonomisation des adolescentes grâce à trois prochaines étapes cruciales.

1. **Prioriser la conceptualisation :** élaborer un cadre conceptuel clair et standardisé pour l'autonomisation des adolescentes. Garantir l'inclusion en consultant divers praticiens et parties prenantes afin de tenir compte des besoins et aspirations variés des adolescentes.
2. **Coordonner les efforts :** standardiser et harmoniser les mesures clés de l'autonomisation des adolescentes afin d'améliorer la comparabilité et la fiabilité, en s'inspirant des pratiques éprouvées dans la mesure de l'autonomisation économique des femmes.
3. **Élaborer de nouvelles mesures :** créer de nouveaux outils, y compris des instruments au niveau communautaire, pour couvrir les dimensions sous-représentées de l'autonomisation des adolescentes.

FIGURE ES.2 Les adolescentes peuvent emprunter des parcours alternatifs vers l'autonomisation à l'âge adulte

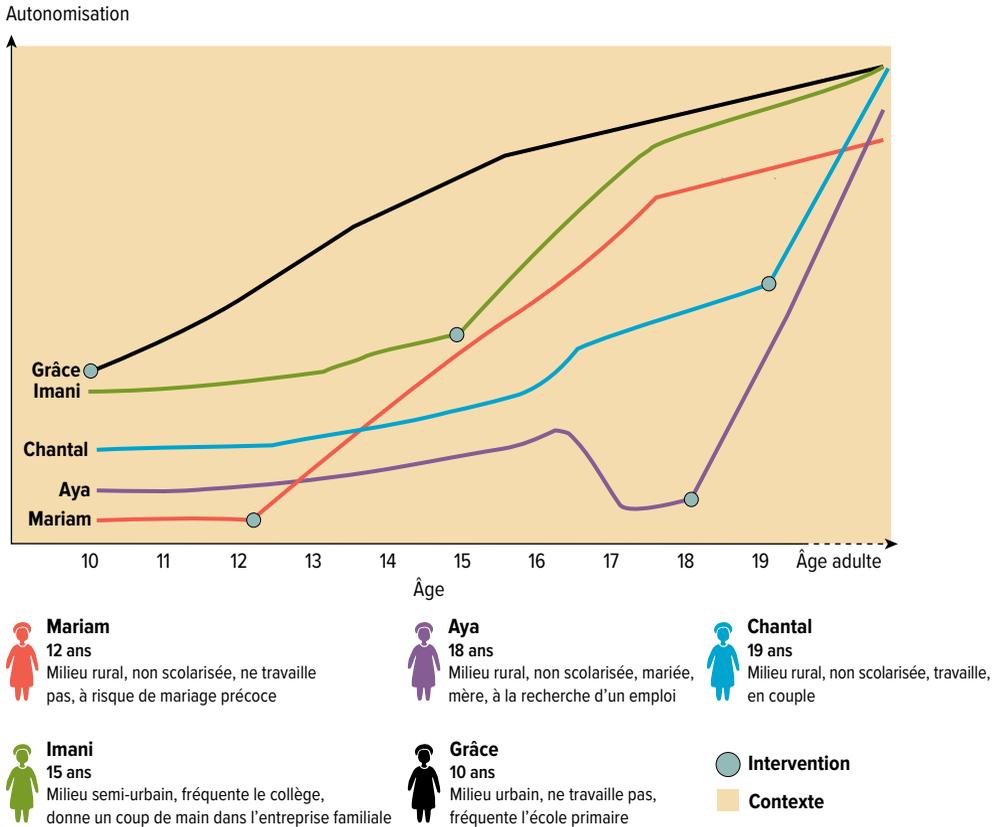


Source : Figure originale créée pour ce rapport.

Note : CH = fondamentaux du capital humain ; CA = capacité de décision et d'action ; RE = réalisations économiques ; RH = ressources habilitantes. Voir le tableau ES.1 pour plus d'informations sur chaque composante.

Le cadre utilisé dans ce rapport montre que les parcours des filles vers l'autonomisation à l'âge adulte varient en fonction de leur point de départ dans l'adolescence et du moment des interventions (figure ES.3). Tout au long du rapport, ce cadre sert de guide pour évaluer la conception et l'efficacité des programmes et des politiques, tout en reconnaissant qu'aucune intervention ne répondra toute seule de manière adéquate aux besoins de toutes les adolescentes en Afrique.

FIGURE ES.3 Des interventions conçues de manière appropriée pour soutenir les adolescentes peuvent renforcer leur autonomisation à tout âge, qu’elles soient encore scolarisées ou déjà déscolarisées, qu’elles soient mariées ou non, et qu’elles aient des enfants ou non



Source : Figure originale créée pour ce rapport.

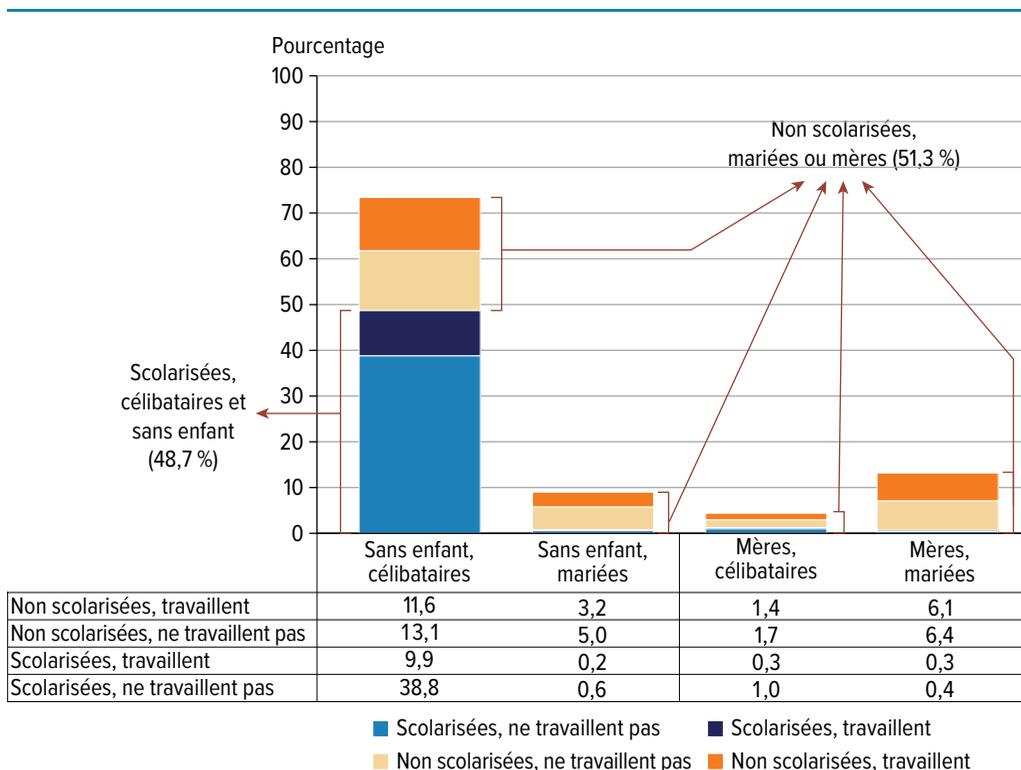
Bien qu’elles ne fassent pas explicitement partie du cadre, deux expériences transversales qui interagissent avec les parcours vers l’autonomisation sont importantes à prendre en compte pour une vision plus holistique de l’autonomisation des adolescentes : les violences sexistes et les handicaps. Les expériences de violence sexiste ou les pratiques nocives perpétrées à la maison, à l’école, dans les espaces publics, dans le cadre du mariage ou sur le lieu de travail peuvent affecter de multiples aspects de l’autonomisation, notamment l’assiduité et les résultats scolaires, le sentiment de capacité de décision et d’action des filles et leur capacité à prendre des décisions qui touchent à leur bien-être. Les filles sont souvent confrontées à un risque accru de violence pendant l’adolescence, plus élevé qu’à tout autre moment de leur vie. Cependant, elles peuvent être moins enclines à signaler des expériences de violence, compte tenu des menaces éventuelles que renferme un tel acte pour leur réputation personnelle ou familiale. Ces risques de violence sexiste, combinés à un accès plus limité aux services et au

soutien pour les victimes, constituent un obstacle important à l'autonomisation des adolescentes. Les handicaps physiques et mentaux peuvent également affecter la capacité des filles à atteindre leurs objectifs éducatifs et économiques et limiter leur capacité de décision et d'action en fonction de l'existence de normes et de ressources sociétales liées aux handicaps.

Quel est le degré de diversité des expériences des adolescentes en Afrique et comment cette diversité influe-t-elle sur leur prospérité ?

Une aspiration politique commune aux pays africains est de veiller à ce que les adolescentes poursuivent leurs études et retardent l'âge de la grossesse et du mariage. Les taux de scolarisation des jeunes adolescentes (10-14 ans) ont atteint plus de 80 % dans bon nombre de ces pays. Cependant, lorsqu'elles arrivent à la fin de l'adolescence, moins de la moitié des jeunes filles de 15 à 19 ans sont encore exclusivement scolarisées, sans s'être mariées ni avoir eu d'enfants (figure ES.4).

FIGURE ES.4 Plus de la moitié des filles âgées de 15 à 19 ans en Afrique ne sont plus scolarisées, sont mariées ou ont un enfant



Source : Figure originale créée pour ce rapport, basée sur les données des enquêtes démographiques et de santé de l'USAID, consultées le 17 mars 2024, <https://www.dhsprogram.com>.

Alors que les tendances régionales en matière de scolarisation et de travail ont généralement été positives, les tendances régionales en matière de mariage et de procréation ont été mitigées. Au cours des 20 dernières années, le pourcentage de filles de 15 à 19 ans scolarisées a augmenté dans la plupart des pays africains. La plupart des pays africains, mais pas tous, ont également enregistré une baisse de la proportion de filles non scolarisées et travaillant exclusivement. Les taux de mariage ont généralement baissé dans tous les pays au cours de cette période. Toutefois, certains pays ont enregistré des augmentations, notamment Madagascar, le Niger, la Tanzanie et le Zimbabwe. En outre, le pourcentage d'adolescentes ayant des enfants a largement diminué, sauf dans quelques pays, dont le Burundi et la Zambie. Aux Comores, en Tanzanie et au Zimbabwe, les taux de mariage et de grossesses chez les adolescentes ont augmenté au cours des 20 dernières années.

Les expériences des adolescentes varient non seulement d'un pays à l'autre, mais aussi à l'intérieur d'un même pays, notamment en fonction de l'environnement culturel, social, juridique et économique des pays. Bien que les indicateurs nationaux fournissent des informations précieuses, ils tendent à masquer les variations infranationales. Au sein d'un même pays, les variations de résultats tels que les taux de scolarisation, de mariage et de grossesse, ainsi que les attitudes à l'égard du genre, peuvent être tout aussi importantes que les variations entre les pays. Pour une meilleure compréhension de la complexité de l'autonomisation des adolescentes et des enseignements tirés des études d'évaluation d'impact dans les pays africains, voir l'encadré ES.2.

ENCADRÉ ES.2 Comprendre la complexité de l'autonomisation des adolescentes : perspectives issues des enquêtes d'évaluation d'impact en Afrique

Pourquoi une approche holistique est-elle nécessaire pour renforcer efficacement l'autonomie des adolescentes ?

Pour autonomiser les adolescentes en Afrique, il faut reconnaître que l'autonomisation est intrinsèquement multidimensionnelle. Bien que les interventions axées sur l'éducation et la santé soient essentielles pour jeter les bases de la réussite à l'âge adulte, elles ne suffisent pas à améliorer toutes les dimensions de l'autonomisation. En outre, les transitions de la vie, telles que le mariage et la grossesse, entravent souvent de manière significative l'acquisition par les filles d'un capital humain et d'une capacité de décision et d'action, ce qui limite davantage leur capacité à réaliser leur plein potentiel.

Principaux enseignements issus de quelques pays africains

Le rapport utilise des données provenant d'évaluations d'impact de programmes ciblant les adolescentes dans 11 pays d'Afrique pour mettre en lumière les relations complexes qui existent entre les différentes dimensions de l'autonomisation et la manière dont ces dimensions se manifestent à travers les différentes étapes de la vie.

(suite)

ENCADRÉ ES.2 Comprendre la complexité de l'autonomisation des adolescentes : perspectives issues des enquêtes d'évaluation d'impact en Afrique (*suite*)

1. **Autonomisation multidimensionnelle** : L'autonomisation des adolescentes est une œuvre multidimensionnelle. Les filles peuvent jouir d'une autonomie dans un domaine tout en étant dépourvues dans un autre. Il est essentiel de reconnaître ces variations afin de concevoir des programmes d'autonomisation efficaces.
2. **Faibles corrélations entre les dimensions de l'autonomisation** : Les corrélations entre les fondamentaux du capital humain (éducation et santé) et les autres dimensions de l'autonomisation sont généralement faibles, ce qui suggère la nécessité d'interventions holistiques allant au-delà de l'éducation de base et de la santé pour renforcer efficacement l'autonomisation.
3. **Impact des transitions de la vie et des facteurs contextuels** : Les transitions de la vie, comme le mariage et la grossesse, et les facteurs contextuels affectent profondément l'autonomisation des filles. Les filles mariées et les jeunes mères sont confrontées à des difficultés considérables pour poursuivre leurs études et leurs aspirations professionnelles, bien que certaines parviennent à conserver, voire à améliorer, certaines ressources et réalisations.

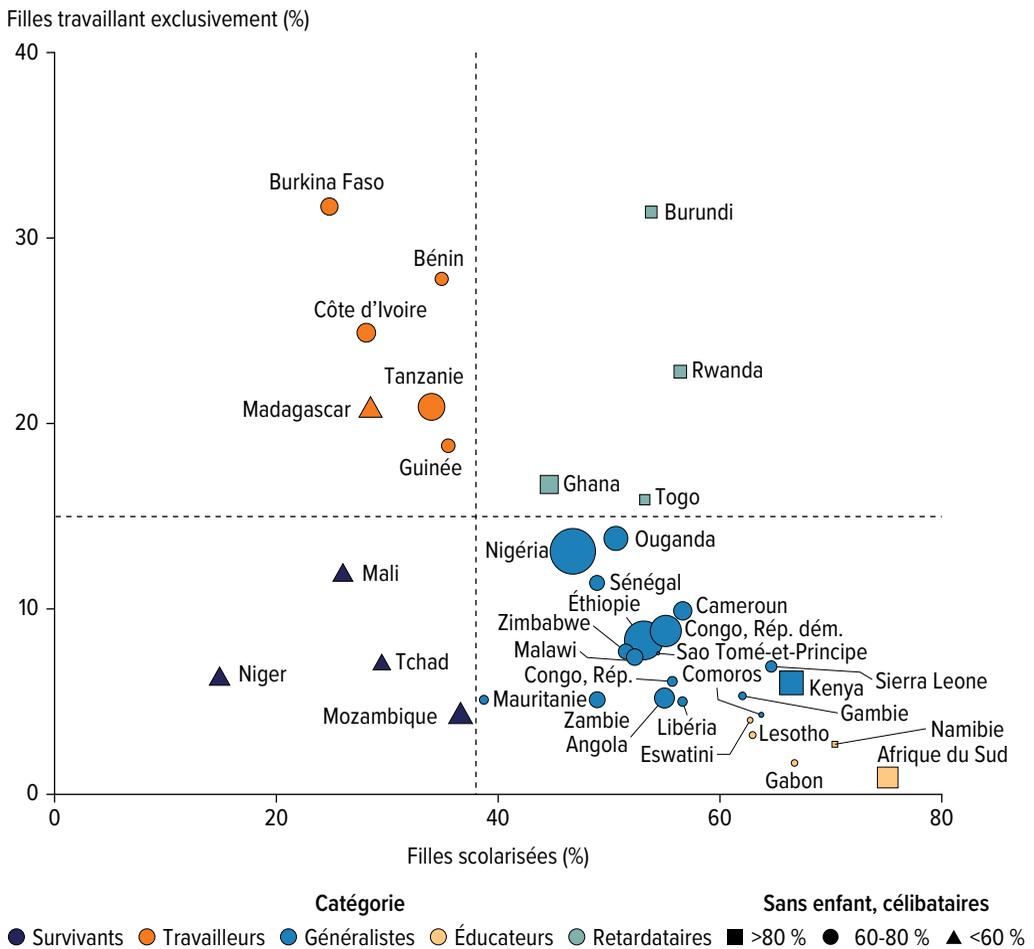
La voie à suivre

Ces conclusions ont des implications importantes pour l'élaboration de politiques et de programmes visant à renforcer l'autonomie des filles en Afrique. Les points clés que souligne l'analyse sont les suivants :

1. **Élargissement des stratégies d'autonomisation** : Les politiques et les programmes doivent aller au-delà de l'éducation et de la santé pour englober un éventail plus large de stratégies d'autonomisation, en accordant la priorité à un soutien global, y compris le développement des compétences et la protection sociale.
2. **Interventions personnalisées** : Il est essentiel d'adapter les interventions aux besoins spécifiques des différents groupes démographiques de filles, en particulier les groupes vulnérables tels que les jeunes mères qui doivent concilier leur travail ou leur scolarité avec les responsabilités liées à la garde des enfants, afin d'assurer une autonomisation efficace.
3. **Mise à profit des outils numériques** : L'utilisation des technologies numériques peut être un moyen efficace d'atteindre et de soutenir les adolescentes. Toutefois, il est essentiel de veiller à ce que les filles disposent des ressources et des compétences nécessaires pour tirer le meilleur parti de ces possibilités.
4. **Évaluation continue** : Un suivi et une évaluation constants sont essentiels pour comprendre l'évolution des défis et des possibilités auxquels sont confrontées les adolescentes en Afrique, afin de s'assurer que les politiques et les programmes restent adaptés et efficaces.

Tout en reconnaissant la diversité des expériences au sein des pays, ce rapport classe les pays en cinq groupes distincts, chacun étant caractérisé par des traits communs qui reflètent les intersections entre les taux de scolarisation, de travail, de mariage et de grossesse (figure ES.5). Notamment, ces catégories de pays sont en corrélation avec la prévalence des lois relatives au genre dans chaque type de contexte, ce qui suggère à quel point le contexte juridique influence les expériences des adolescentes (tableau ES.2). Ces cinq catégories constituent un outil instructif permettant de comprendre les caractéristiques des expériences vécues par les adolescentes et offrent un aperçu des approches visant à soutenir l'autonomisation.

FIGURE ES.5 Il existe des différences systématiques entre les pays en ce qui concerne les expériences des adolescentes



Source : Figure originale créée pour ce rapport, basée sur les données des enquêtes démographiques et de santé de l'USAID, consultées le 17 mars 2024, <https://www.dhsprogram.com>.

Note : La figure montre les pourcentages de filles célibataires de 15 à 19 ans sans enfant qui sont scolarisées (axe horizontal) et qui travaillent exclusivement (axe vertical). La taille de chaque marqueur de pays reflète la taille de la population du pays.

TABLEAU ES.2 Les différences entre les pays en ce qui concerne les expériences des adolescentes sont liées à l’environnement juridique des pays

Catégorie de pays	Principales caractéristiques des pays	Législation nationale pertinente
Retardataires du mariage et de la grossesse	Les plus efficaces pour retarder le mariage et la grossesse chez les adolescentes. Des niveaux relativement élevés de scolarisation et de travail chez les adolescentes.	Tous les pays de cette catégorie disposent de lois garantissant qu’une femme peut obtenir un emploi, un compte bancaire et des pièces d’identité nationales au même titre qu’un homme.
Éducateurs	Les taux de scolarisation les plus élevés chez les adolescentes, mais des taux d’emploi relativement faibles, même pour les filles non scolarisées.	Tous les pays de cette catégorie disposent de lois promouvant l’éducation (gratuité de l’enseignement post-primaire et âge du mariage supérieur à 18 ans).
Généralistes	Niveaux modérés chez les adolescentes en ce qui concerne toutes les caractéristiques : précocité du mariage et de la première grossesse, scolarisation et travail.	Les pays de cette catégorie disposent d’environnements juridiques variés et ne sont à la pointe d’aucun domaine de réformes juridiques en matière d’égalité des sexes.
Travailleurs	Les niveaux de travail les plus élevés chez les adolescentes, avec des niveaux de scolarisation relativement faibles et des taux modérés de mariage et de grossesse précoces.	Les pays de cette catégorie sont plus susceptibles d’avoir des lois relatives à l’emploi (par exemple, garantir que les femmes puissent obtenir un emploi au même titre que les hommes, un salaire égal pour un travail égal, 14 semaines de congé payé pour les mères) et des lois interdisant la discrimination fondée sur le sexe dans l’accès au crédit.
Survivants	Les niveaux de vulnérabilité des adolescentes sont les plus élevés. Tous les pays de cette catégorie sont des pays à faible revenu classés par la Banque mondiale parmi les pays en situation de fragilité, de conflit ou de violence, qui présentent les taux les plus élevés de mariage et de grossesse chez les adolescentes, les niveaux de scolarisation les plus bas et une proportion élevée de personnes sans emploi ou non scolarisées.	Tous les pays de cette catégorie ont des lois qui permettent autant aux femmes qu’aux hommes d’accéder aux pièces d’identité nationales, ce qui constitue une base pour l’accès aux services sociaux.

Source : Tableau original créé pour ce rapport, basé sur les données des enquêtes démographiques et de santé de l’USAID, consultées le 17 mars 2024, <https://www.dhsprogram.com>, (Banque mondiale, 2020).

Que savons-nous de ce qui permet de renforcer les fondamentaux du capital humain et d'améliorer la réussite économique des adolescentes ?

Des fondamentaux du capital humain sont essentiels pour réussir dans le monde d'aujourd'hui et assurer une transition en douceur vers une vie d'adulte productive et en bonne santé. L'adolescence est une période au cours de laquelle les filles subissent des changements physiques, émotionnels, sociaux et cognitifs rapides. Faire de l'investissement dans l'éducation et la santé pendant l'adolescence des filles une priorité peut avoir une profonde influence sur leur vie d'adulte et même façonner la trajectoire de la prochaine génération. Ces investissements s'inscrivent dans la promotion d'un parcours de vie dans lequel les adolescentes peuvent s'éduquer, adopter des modes de vie sains et retarder la fondation d'une famille. Pour les filles qui suivent des parcours de vie alternatifs, les fondamentaux du capital humain jouent également un rôle crucial dans le développement des compétences et l'accumulation d'un capital plus large. Toutefois, il est essentiel de reconnaître que l'amélioration du capital humain des filles ne garantit pas automatiquement une transition réussie vers un emploi productif, sûr et digne, ni une réduction significative des écarts entre les sexes en matière de réalisations économiques à l'âge adulte. Plusieurs facteurs, notamment le mariage, la grossesse, les rôles sociaux en fonction du sexe et les normes liées à l'emploi des femmes et la dynamique du ménage, entrent également en jeu (voir, par exemple, Carvalho et Evans, 2022 ; Elder et Kring, 2016 ; Klasen 2019).

Pour permettre aux adolescentes de réaliser leur potentiel économique et de s'épanouir dans leur vie d'adulte, il est essentiel d'aller au-delà de l'établissement des fondamentaux du capital humain. Il s'agit de promouvoir les ressources habilitantes, notamment les compétences socioémotionnelles, l'éducation financière et l'accès aux réseaux ; de renforcer la capacité de décision et d'action et de créer un environnement propice à leurs réalisations économiques. Le présent rapport passe en revue les données probantes relatives aux interventions portant sur chacun de ces domaines et classe ces interventions comme suit :

- 1) efficace : au moins trois études rigoureuses montrent que l'intervention a des effets positifs et statistiquement significatifs ;
- 2) prometteuse : une ou deux études rigoureuses montrent que l'intervention a des effets positifs et statistiquement significatifs ;
- 3) mitigée : les études rigoureuses font ressortir un mélange d'effets positifs et négatifs statistiquement significatifs pour l'intervention ou montrent qu'elle n'a pas d'effets statistiquement significatifs ;
- 4) sans effet : au moins deux études rigoureuses montrent que l'intervention n'a pas d'effets statistiquement significatifs ;
- 5) effet inconnu ou insuffisance de données probantes : moins de deux études rigoureuses étudient l'intervention et évaluent ses effets (voir le tableau ES.3).

TABLEAU ES.3 Les interventions fondées sur des données probantes peuvent ouvrir des voies vers la prospérité

Intervention	Amélioration des fondamentaux du capital humain	Renforcement de la réussite économique
Transferts en nature pour la scolarisation	Efficace	Efficace
Programmes complets d'épanouissement économique	Effet inconnu	Efficace
Réduction ou suppression des frais de scolarité	Efficace	Prometteuse
Cantine scolaire	Efficace	Prometteuse
Amélioration de la qualité de l'enseignement	Efficace	Effet inconnu
Services de santé	Efficace	Effet inconnu
Éducation à la santé sexuelle et reproductive	Efficace	Effet inconnu
Transferts monétaires	Efficace	Mitigée
Opportunités d'emploi pour les femmes	Prometteuse	Prometteuse
Implication des garçons, des parents et de la communauté	Prometteuse	Prometteuse
Informations sur le rendement de l'éducation ou de la formation	Prometteuse	Prometteuse
Interdiction du mariage d'enfants	Prometteuse	Effet inconnu
Programmes ludo-éducatifs	Prometteur	Effet inconnu
Réforme du droit de succession	Prometteuse	Effet inconnu
Construction d'écoles	Prometteuse	Effet inconnu
Programmes de renforcement des compétences des groupes de filles	Mitigée	Mitigée
Autres programmes de formation aux compétences nécessaires à la vie courante, de mentorat et d'autonomisation	Mitigée	Mitigée
Programmes d'inclusion financière	Effet inconnu	Mitigé
Formation professionnelle et commerciale traditionnelle	Effet inconnu	Mitigée

Source : Tableau original créé pour ce rapport.

La réussite de ces interventions nécessite qu'une attention particulière soit accordée à leur conception et à leur mise en œuvre. L'adoption croissante des groupes de filles, ou « espaces sûrs », comme plateformes pour atteindre les adolescentes, en particulier celles qui ne sont pas scolarisées, en est un exemple notable. Cependant, les preuves de leur impact sur les résultats des adolescentes sont mitigées, d'où l'impératif d'un examen minutieux des facteurs clés nécessaires pour garantir une mise en œuvre réussie. L'encadré ES.3 donne un aperçu détaillé des éléments essentiels à la conception et à la mise en œuvre efficaces de programmes d'espaces sûrs.

ENCADRÉ ES.3 Considérations clés pour la mise en œuvre réussie des espaces sûrs

Depuis le milieu des années 2010, l'approche des groupes de filles — « espaces sûrs » — a gagné en importance dans les programmes destinés aux adolescentes, grâce à une base de connaissances de plus en plus fournie et à des outils d'orientation pratiques.

Principaux enseignements sur les espaces sûrs

Les espaces sûrs sont souvent considérés comme un type de programme destiné aux adolescentes, mais ils devraient être considérés comme une plateforme flexible permettant de mettre en œuvre un large éventail d'interventions. Les espaces sûrs présentent généralement trois caractéristiques essentielles : un groupe de filles, des rencontres régulières dans un lieu dédié et un mentor qui dirige le groupe. Il est important de noter que les espaces sûrs ne sont pas limités à des thématiques particulières et qu'ils sont adaptables pour répondre à des besoins divers. Ils peuvent également être mis en œuvre parallèlement à d'autres interventions qui impliquent les ménages, les écoles et les communautés des filles.

Facteurs critiques pour une mise en œuvre réussie

Les responsables de la mise en œuvre et les experts sont parvenus à un consensus sur les facteurs essentiels à la mise en œuvre réussie d'espaces sûrs tout au long de la chaîne d'exécution du programme, comme le montre le tableau BES.3.1.

TABLEAU BES.3.1 Chaque étape de la chaîne d'exécution du programme nécessite des facteurs critiques pour une mise en œuvre réussie

Étape de la chaîne d'exécution du programme	Facteurs critiques
Sensibilisation de la communauté	L'implication de la communauté dans la préparation du programme est essentielle pour susciter l'adhésion et la confiance dans le programme. Les méthodes de sensibilisation efficaces comprennent l'organisation de journées familiales, de célébrations et de visites à domicile par des mentors. L'exploitation des réseaux de pairs et des membres influents de la communauté peut encourager la participation, et il est essentiel d'adapter les messages pour respecter les coutumes locales.
Recrutement et accompagnement des mentors	Les mentors sont essentiels à la qualité du programme, et leurs qualifications de prédilection dépendent du contexte. Les performances positives des mentors sont associées à des caractéristiques telles que le fait d'être une femme, d'appartenir aux mêmes communautés que les bénéficiaires, de parler la langue locale, d'être alphabétisée et d'avoir de bonnes compétences sociales et en leadership. Les mentors ont besoin de formation, de supervision continue et de soutien.
Ciblage	Pour que les choses changent, il faut travailler avec une masse critique de filles dans une région donnée. Il est important de donner la priorité à l'atteinte d'un plus grand nombre de filles dans la même communauté avant de l'étendre à d'autres communautés.

(suite)

ENCADRÉ ES.3 Considérations clés pour la mise en œuvre réussie des espaces sûrs *(suite)*

TABLEAU BES.3.1 Chaque étape de la chaîne d'exécution du programme nécessite des facteurs critiques pour une mise en œuvre réussie *(suite)*

Étape de la chaîne d'exécution du programme	Facteurs critiques
Recrutement des filles	Les efforts de sensibilisation doivent être inclusifs et adaptés pour atteindre les filles vulnérables, plus jeunes, non scolarisées et à risque. Des stratégies telles que le recrutement en porte-à-porte et les enquêtes ou recensements peuvent aider à identifier les bénéficiaires potentielles et leurs besoins spécifiques.
Identification d'un emplacement	L'emplacement des espaces sûrs doit être déterminé en consultation avec les communautés, en veillant à ce qu'ils soient facilement accessibles, qu'ils soient espaces privés et qu'ils répondent aux besoins fondamentaux. Il est essentiel d'investir pour faire de ces espaces des cadres agréables.
Formation des groupes	Il faut envisager de segmenter les groupes en fonction de caractéristiques telles que l'âge, le statut matrimonial et le fait d'être scolarisé ou non. Des considérations particulières sont nécessaires pour travailler avec les migrants ou les réfugiés et les populations locales dans les mêmes communautés, et les filles handicapées doivent être incluses.
Définition du contenu	Les programmes doivent correspondre aux aspirations des participantes et traiter des principaux défis. Les sujets doivent être soigneusement ordonnés, en commençant par les sujets fondamentaux tels que les compétences nécessaires à la vie courante et l'alphabétisation de base.
Pertinence	L'intensité du programme est cruciale ; les réunions doivent être régulières et fréquentes. Les séances doivent être suffisamment longues pour couvrir la formation et recueillir les avis des participantes. Diverses techniques participatives peuvent être utilisées et le matériel doit éviter de renforcer les stéréotypes sexistes.
Collaboration avec les acteurs clés	Il peut être utile d'identifier les acteurs influents et les champions potentiels au sein de la communauté. Des espaces sûrs parallèles peuvent être mis en place pour fournir des informations et des formations aux acteurs stratégiques tels que les parents et les garçons, bien que cette approche comporte quelques risques.
Suivi et évaluation	Il est essentiel d'avoir accès à de bonnes données de suivi et de comprendre les succès et les difficultés du programme. Des mesures de suivi, d'évaluation et d'apprentissage résolues doivent fournir des informations exploitables. Des mécanismes de retour d'information qualitatifs peuvent améliorer la qualité du programme.
Augmentation de l'échelle	Les défis liés à la mise à l'échelle sont notamment le coût du programme, la capacité de mise en œuvre, la disponibilité des mentors, la coordination avec des programmes similaires et l'intégration dans un système national.

Source : Tableau original créé pour ce rapport.

Au-delà de la conception des interventions proprement dites, il est impératif de prêter attention aux facteurs d'économie politique qui peuvent entraver l'élaboration et la mise en œuvre des programmes et des politiques, ainsi que les réformes juridiques. Il est essentiel de s'assurer du soutien du gouvernement, de souligner les avantages économiques des initiatives d'autonomisation des adolescentes, d'impliquer les dirigeants influents de la communauté et de favoriser la coordination et la collaboration au niveau régional. La réussite des réformes juridiques, telles que celles qui visent le mariage des enfants, repose sur ces considérations ainsi que sur la constitution de vastes coalitions de partenaires et sur la participation active de la communauté juridique.

Comment tracer la voie de l'avenir ?

La voie à suivre pour donner aux adolescentes les moyens de réussir en Afrique est claire et multidimensionnelle. Ce rapport met en évidence six domaines principaux pour l'élaboration de politiques et de programmes ciblés.

1. **Bâtir les fondamentaux du capital humain par l'amélioration de la santé et de l'éducation.** La mise en place de ressources essentielles en matière d'éducation et de santé au cours de l'adolescence est importante non seulement pour sa valeur intrinsèque, mais aussi pour renforcer la capacité de décision et d'action des filles et l'accumulation d'autres ressources. Les stratégies doivent viser à réduire les frais de scolarité à la charge des ménages grâce à des méthodes éprouvées telles que la suppression des frais de scolarité, les cantines scolaires et les transferts d'argent pour stimuler la scolarisation et l'apprentissage ; à élargir l'accès grâce à la construction d'écoles et au transport scolaire ; à promouvoir l'utilisation de stratégies prometteuses telles que des interventions globales combinant l'éducation à la santé sexuelle et reproductive avec des services adaptés aux jeunes et la supplémentation en micronutriments pour améliorer encore les résultats de santé et éducatifs des filles ; et à tirer parti de la relation de renforcement mutuel entre la construction de fondamentaux solides du capital humain et l'ajournement du mariage et de la grossesse pour produire des effets multiplicateurs.
2. **Compléter les investissements en capital humain par des interventions qui fournissent aux filles des ressources essentielles, une capacité de décision et d'action et un environnement favorable à leur réussite.** Donner aux adolescentes les moyens de réussir va au-delà de la mise en place des fondamentaux du capital humain. Les stratégies doivent favoriser l'intégration de la formation professionnelle alignée sur le marché, du soutien aux entreprises, de la formation aux compétences nécessaires à la

vie courante et d'autres formes d'appui à l'emploi dans des programmes globaux d'autonomisation économique afin de stimuler l'emploi et les revenus des filles, en particulier pour celles qui ne sont pas scolarisées ; soutenir l'investissement dans des approches prometteuses visant à étendre et à améliorer les services et les possibilités auxquels les filles ont accès, y compris les possibilités d'emploi pour les femmes ; promouvoir l'adoption d'une approche nuancée des interventions telles que les transferts d'argent et les clubs de filles, en adaptant leur conception aux besoins locaux afin d'en améliorer l'efficacité et la rentabilité à grande échelle ; et encourager la personnalisation des interventions pour prendre en compte les facteurs contextuels tels que les cadres juridiques pertinents, les structures du marché du travail, la fragilité et les conflits, ainsi que les contextes des communautés et des ménages, afin de garantir des améliorations durables dans les résultats de l'autonomisation des filles.

3. **Adapter les interventions à la diversité des situations et des besoins des filles, en accordant la priorité aux plus vulnérables.** Les stratégies doivent identifier et donner la priorité à divers groupes de filles, en particulier aux plus vulnérables, notamment celles qui sont issues des ménages les plus pauvres, des zones rurales aux ressources limitées ou des zones touchées par la violence, en gardant à l'esprit que les définitions de la vulnérabilité peuvent s'étendre à de nombreuses autres circonstances et caractéristiques, telles que l'appartenance ethnique, la religion ou les handicaps. Les filles qui assument le double rôle de travailleuse et d'élève, ou de travailleuse et de gardiennes d'enfants, ont besoin de programmes adaptés pour répondre à leurs besoins en matière de formation continue, d'accès aux services de garde d'enfants et de revenus. Les jeunes mères et les jeunes filles mariées font face à des obstacles particuliers pour poursuivre leur éducation et ont besoin d'aide pour améliorer leurs fondamentaux capital humain et accumuler d'autres ressources.
4. **Adopter une approche holistique dans la conception des interventions.** Les politiques doivent anticiper les défis potentiels qui peuvent survenir aux différents stades de l'élaboration et de la mise en œuvre du programme. Des facteurs tels que les coûts du programme, la capacité de mise en œuvre et l'alignement sur les initiatives existantes doivent être soigneusement pris en compte. En outre, l'utilisation d'outils et de plateformes numériques peut s'avérer utile pour atteindre les filles non scolarisées, mariées précocement ou vivant dans des zones rurales, grâce à l'élargissement de l'accès au numérique qui se confirme indépendamment des différences entre les pays, des différences démographiques et des différences entre les groupes socioéconomiques. Les innovations technologiques peuvent également permettre de réduire les coûts, compte tenu des défis posés par l'étroitesse de la marge de manœuvre budgétaire.

- 5. Comblent les lacunes en matière de données et de preuves.** Les stratégies doivent encourager l'élaboration et l'expérimentation de mesures dans les domaines où elles font défaut, tels que le contexte, le capital numérique et la qualité de l'emploi, et promouvoir la production de données probantes et la conception de programmes qui permettent d'évaluer non seulement ce qui fonctionne, mais aussi ce qui fonctionne pour qui, en particulier pour les adolescentes mariées et les filles ayant des enfants, qui ont souvent été négligées. Les politiques doivent également accorder la priorité à l'évaluation de la qualité des programmes dès le départ, en utilisant des indicateurs détaillés pour évaluer l'efficacité de la mise en œuvre. Des informations supplémentaires sur le rapport coût-efficacité sont nécessaires pour comprendre les compromis à faire entre les interventions prometteuses. Des moyens efficaces de mise à l'échelle sont nécessaires pour étendre le champ d'application des approches ayant fait leurs preuves.
- 6. Mobiliser les acteurs clés et favoriser la collaboration.** Les stratégies doivent viser à rallier le soutien d'un large éventail de parties prenantes, notamment les dirigeants communautaires, nationaux et régionaux, les organismes gouvernementaux, le secteur privé, la société civile, les organisations non gouvernementales et d'autres partenaires de développement. Elles doivent mettre l'accent sur les avantages sociaux et économiques de l'autonomisation des adolescentes, en s'appuyant sur un cadre analytique solide, et faciliter la collaboration entre les parties prenantes afin de mettre en œuvre efficacement des interventions fondées sur des données probantes, englobant à la fois des programmes et des réformes politiques ou juridiques.

En envisageant l'avenir de l'autonomisation des adolescentes en vue d'une réussite économique et générale, il est essentiel de reconnaître que les adolescentes constituent un groupe varié. Des approches personnalisées tenant compte de cette diversité doivent être élaborées, et tout effort de mise à l'échelle doit tenir compte des coûts, des capacités et des facteurs contextuels, y compris ceux liés à l'économie politique, qui peuvent influencer l'efficacité des interventions dans différentes régions. Les décideurs doivent se poser les questions suivantes : Quels sont les défis spécifiques auxquels est confrontée, par exemple, Aya, notre mère mariée de 18 ans vivant dans une communauté rurale ? De quelles ressources et de quel soutien a-t-elle besoin ? De même, de quoi a besoin Imani, notre jeune fille de 15 ans vivant dans une zone semi-urbaine, pour s'épanouir ? Quels sont les moyens les plus efficaces et les plus économiques pour mettre ces jeunes filles et d'autres comme elles, ainsi que d'autres personnes ayant des besoins différents mais tout aussi valables, sur la voie de la réussite ? L'encadré ES.4 résume les principales innovations et contributions de ce rapport au dialogue en cours sur l'autonomisation des adolescentes en Afrique.

Le dialogue que ce rapport cherche à initier ne devrait pas tourner autour de la question de savoir si les décideurs agissent pour améliorer l'autonomisation des filles. Il s'agirait plutôt de savoir comment ils peuvent le faire de manière efficace, équitable et urgente. L'inaction a un coût élevé. L'heure du changement a sonné.

ENCADRÉ ES.4 Nouveautés du présent rapport

Quantifier le retour sur investissement

Ce rapport présente des arguments convaincants en faveur de l'investissement dans les adolescentes en Afrique en calculant les gains économiques à retirer d'un investissement crucial de ce type. En intégrant les estimations des effets des interventions visant à favoriser l'épanouissement des adolescentes et les coûts de mise en œuvre associés, il démontre concrètement qu'il est possible de décupler le retour sur investissement au cours des 15 prochaines années.

Cadre conceptuel

Adoptant une vision globale, le présent rapport propose un nouveau cadre conceptuel qui met en avant une voie vers l'autonomisation des adolescentes à différents âges : se consacrer exclusivement à leurs études, sans mariage ni maternité. Il reconnaît également l'existence de voies alternatives qui traduisent la réalité selon laquelle de nombreuses adolescentes en Afrique ont déjà quitté l'école, se sont mariées, ont commencé à avoir des enfants, ou correspondent à une combinaison de ces situations.

Nouvelle analyse

Le rapport présente une nouvelle vue d'ensemble des faits essentiels concernant les adolescentes en Afrique qui sont importants pour définir et mesurer l'autonomisation, en s'appuyant sur des données provenant d'un certain nombre de sources, notamment les enquêtes démographiques et de santé, les enquêtes en grappes à indicateurs multiples du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, la base de données de l'Indice mondial d'inclusion financière (Findex) de la Banque mondiale et la base de données de l'indice les Femmes, l'Entreprise et le Droit, ainsi que des données provenant d'enquêtes d'évaluation de l'impact de programmes destinés aux adolescentes en Afrique. Il présente la première catégorisation des pays fondée sur des données, en fonction du degré d'autonomisation des adolescentes, qui constitue un outil novateur pour l'orientation des politiques.

Analyse des données probantes

Deux chapitres du rapport présentent des analyses narratives des données existantes sur l'impact des interventions visant à améliorer les fondamentaux du capital humain des adolescentes et à renforcer leur autonomisation. Ces études soulignent les lacunes des données concernant les moyens efficaces de soutenir différents groupes d'adolescentes en Afrique.

Gros plans

Quatre « gros plans » inclus dans le rapport permettent d'approfondir des questions clés relatives à l'autonomisation des adolescentes. Le premier porte sur les lacunes dont souffre la mesure

(suite)

ENCADRÉ ES.4 Nouveautés du présent rapport (*suite*)

de l'autonomisation des adolescentes. Le deuxième présente des données descriptives issues d'évaluations d'impact sur l'autonomisation des adolescentes vulnérables. Le troisième fournit des orientations sur la manière de garantir la qualité de la mise en œuvre des espaces sûrs. Le quatrième traite de l'économie politique de l'autonomisation des adolescentes.

Orientations stratégiques

Le rapport s'achève sur des recommandations fondées sur des données probantes à l'intention des décideurs, des praticiens et des chercheurs, dans l'espoir que ces recommandations stimuleront le dialogue et la collaboration en vue d'améliorer la vie des adolescentes en Afrique et au-delà.

Perspectives qualitatives

Tout au long du rapport, des perspectives qualitatives issues de consultations approfondies avec des adolescentes, des décideurs politiques et des praticiens sont utilisées.

Note

1. Tout au long du rapport, le terme « Afrique » fait référence aux 48 pays inclus dans la classification régionale de la Banque mondiale pour l'Afrique subsaharienne. Pour plus de détails, voir <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519-world-bank-country-and-lending-groups>.

Références bibliographiques

- Calder, Rebecca, and Karishma Huda. 2013. "Adolescent Girls, Economic Opportunities Study, Rwanda." Development Pathways, London.
- Carvalho, Shelby, and David K. Evans. 2022. *Girls' Education and Women's Equality: How to Get More out of the World's Most Promising Investment*. Washington, DC: Center for Global Development.
- Elder, Sara D., and Sriani Kring. 2016. *Young and Female—A Double Strike? Gender Analysis of School-to-Work Transition Surveys in 32 Developing Countries*. Work4Youth Publications. Geneva: International Labour Office.
- Jones, Nicola, Sarah Baird, Joan Hicks, Megan Devonald, Eric Neumeister, Elizabeth Presler-Marshall, Abreham Iyasu, and Workneh Yadete. 2019. *Adolescent Economic Empowerment in Ethiopia*. Baseline Report Series. London: Gender and Adolescence: Global Evidence.
- Klasen, Stephan. 2019. "What Explains Uneven Female Labor Force Participation Levels and Trends in Developing Countries?" *World Bank Research Observer* 34 (2): 161–97. <https://doi.org/10.1093/wbro/lkz005>.

- Moll, Amanda Lane. 2018. "Adolescent Economic Empowerment in a Kenyan Urban Rural Context." PhD dissertation, Georgia State University, Atlanta.
- Petroni, Suzanne, Mara Steinhilber, Natacha Stevanovic Fenn, Kirsten Stoebenau, and Amy Gregowski. 2017. "New Findings on Child Marriage in Sub-Saharan Africa." *Annals of Global Health* 83 (5–6): 781–90. <https://doi.org/10.1016/j.aogh.2017.09.001>.
- Rossouw, Laura, Michael Kevane, Estelle Koussoubé, and Kehinde Ajayi. 2024. "Lost Potential: The Cost of Inaction of Adolescent Girls' Empowerment." Background paper for this report. World Bank, Washington, DC.
- UNICEF (United Nations Children's Fund). 2022. "Child Marriage in West and Central Africa: A Statistical Overview and Reflections on Ending the Practice." UNICEF, New York. <https://data.unicef.org/resources/child-marriage-in-west-and-central-africa-a-statistical-overview-and-reflections-on-ending-the-practice/>.
- UNICEF (United Nations Children's Fund). 2023. "Is an End to Child Marriage within Reach? Latest Trends and Future Prospects: 2023 Update." UNICEF, New York.
- United Nations Department of Economic and Social Affairs, Population Division. 2024. World Population Prospects 2024. Custom data acquired via data portal, accessed August 22, 2024. <https://population.un.org/wpp/>.
- Wodon, Quentin, Chata Male, Ada Nayihouba, Adenike Onagoruwa, Aboudrahyme Savadogo, Ali Yedan, Jeff Edmeades, et al. 2017. "Economic Impacts of Child Marriage: Global Synthesis Report." World Bank and International Center for Research on Women, Washington, DC.
- World Bank. 2020. *Women, Business and the Law 2020*. Washington, DC: World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/6c2b5974-9a3b-5249-995b-2b22e5fd7909/content>.

ECO-AUDIT

Déclaration des avantages environnementaux

Le Groupe de la Banque mondiale s'est engagé à réduire son empreinte environnementale. À l'appui de cet engagement, nous exploitons des moyens d'édition électronique et des outils d'impression à la demande installés dans des centres régionaux à travers le monde. Ensemble, ces initiatives permettent une réduction des tirages et des distances de transport, ce qui se traduit par une baisse de la consommation de papier, de l'utilisation de produits chimiques, des émissions de gaz à effet de serre et des déchets.

Nous suivons les normes relatives à l'utilisation du papier recommandées par l'Initiative Green Press. La plupart de nos livres sont imprimés sur du papier certifié par le Forest Stewardship Council (FSC) et contenant entre 50 et 100 % de fibre recyclée dans la quasi-totalité des cas. Cette fibre est soit écrue, soit blanchie à l'aide d'un procédé totalement sans chlore (TCF), d'un traitement sans chlore (PCF) ou d'un blanchiment sans chlore élémentaire amélioré (EECF).

D'autres informations sur les principes environnementaux de la Banque sont disponibles sur le site <http://www.worldbank.org/corporateresponsibility>.



L'Afrique se trouve à la croisée des chemins, sa prospérité future dépendant des politiques et des décisions d'investissement qu'elle adopte aujourd'hui. Le continent a l'opportunité de façonner les trajectoires des générations futures en investissant dans le succès d'une population cruciale : ses adolescentes. Avec plus de 145 millions d'adolescentes vivant en Afrique, le potentiel de transformation est immense. Pourtant, les défis persistent, à l'instar des taux élevés de mariages d'enfants ou des possibilités d'éducation limitées. En Afrique, plus de la moitié des filles âgées de 15 à 19 ans ne sont pas scolarisées, sont mariées ou ont des enfants. Comment les pays africains peuvent-ils surmonter ces difficultés pour garantir que les adolescentes entrent dans l'âge adulte avec les moyens de s'épanouir ?

Parcours vers la prospérité pour les adolescentes en Afrique propose une feuille de route novatrice pour le changement. Ce rapport historique :

- **Propose des recommandations de politiques publiques concrètes et réalisables ;**
- **Fournit un examen complet d'interventions fondées sur des preuves solides ;**
- **Présente une catégorisation des pays africains fondée sur des données afin de guider les investissements** en faveur des adolescentes ; et
- **Propose un cadre innovant** pour comprendre et mesurer l'autonomisation des adolescentes.

S'appuyant sur des recherches approfondies et des consultations avec des adolescentes, des décideurs politiques et des praticiens, ce rapport révèle que l'investissement dans les adolescentes peut générer un impact économique décuplé. Il met en évidence six domaines clés pour une action ciblée, à savoir : le renforcement du capital humain, l'amélioration de la réussite économique, la priorisation des filles les plus vulnérables, l'adoption d'une approche intégrée, la réduction des lacunes en matière de données et de connaissances, et la mobilisation des diverses parties prenantes.

Que vous soyez un décideur politique, un chercheur, un praticien du développement ou un défenseur des droits des adolescentes, ce rapport vous fournira les connaissances et les outils nécessaires pour impulser un changement véritable. Découvrez comment l'autonomisation des adolescentes peut transformer les parcours individuels et les économies africaines. Rejoignez le mouvement pour un avenir prospère pour les adolescentes et les nations africaines. Le moment d'agir est venu.



Reproducible Research Repository

Un package de reproductibilité est disponible pour ce livre dans le Reproducible Research Repository à l'adresse <https://reproducibility.worldbank.org/index.php/catalog/215>.



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

SKU 33716